

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 4 fr.
 PÓŁROCZNIENIE..... 8 fr.
 ROCZNIENIE..... 15 fr.

Zagranicą:

ROCZNIENIE..... 18 fr.

TELEFON:

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 4 fr.
 SIX MOIS..... 8 fr.
 UN AN..... 15 fr.

Etranger:

UN AN..... 18 fr.

TÉLÉPHONE:

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

La Pologne et l'Europe Centrale

Parmi les articles qui ont paru en ces derniers temps sur la question polonaise, il faut signaler celui de M. Hilaire Belloc, publié dans son excellente revue *Land and Water*. M. Belloc est un de ces esprits rares qui savent rattacher les faits particuliers à un ensemble plus vaste et qui en étudiant la vie politique des peuples et des Etats tâchent d'en saisir la signification réelle et profonde. Ainsi il fait valoir des arguments sérieux pour la reconstitution de la Pologne (c'est bien le titre de son article) et il les déduit avec une rigueur sans pareille de la situation politique générale.

De plus en plus, assure M. Belloc, tout indique qu'en Europe occidentale toutes les questions seront résolues dans un sens favorable aux Alliés. En ce qui concerne cette partie de l'Europe, les exigences allemandes vont toujours diminuant et avec toute certitude ne cesseront pas de diminuer. En est-il de même lorsqu'il s'agit de l'est? Les prétentions allemandes sont-elles aussi susceptibles de devenir de plus en plus modestes? M. Belloc hésite à l'affirmer. L'Allemagne tiendra avec obstination à ce que les problèmes de l'est soient résolus dans la ligne de son plus grand intérêt et ce n'est que difficilement qu'elle renoncera à ses visées.

Donc le champ de la victoire décisive se rétrécit graduellement et c'est en Orient qu'il faut chercher sa localisation finale. Pour M. Belloc, il n'y a aucun doute que c'est la question polonaise qui sera la pierre de touche de cette guerre, « car la constitution d'une Pologne est indispensable quel que soit le vainqueur ».

« Sera-ce nous qui imposerons notre constitution ou nos adversaires la leur? » Voilà l'énoncé de ce problème politique de première importance. En effet, il y a deux solutions possibles de la question polonaise: ou la Pologne deviendra une simple province de l'Europe centrale, « Mitteleuropa » et « avant-garde d'une agression poussée en avant » — ou elle sera reconstituée dans son intégrité avec le libre accès à la mer sous la forme d'un Etat autonome ou même indépendant. Dans ce dernier cas elle constituerait vraiment un élément primordial de l'équilibre européen et, dirigé par ses tendances politiques contre les Centraux, elle servirait les intérêts des puissances occidentales dans l'Europe centrale et généralement en Orient. M. Belloc attire donc l'attention de l'opinion publique sur cette question.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que certaines opinions qui en Allemagne sont de plus en plus fréquentes viennent confirmer les observations ingénieuses de M. Belloc. Comme toutes les énonciations des hommes politiques allemands, ces opinions décèlent aussi des intentions cachées et mettent en lumière leurs buts essentiels et les moyens de les atteindre. Nous pouvons considérer comme caractéristique sous ce rapport l'article de M. Kerschensteiner qui a paru dans le numéro de décembre de la « *Europäische Staats und Wirtschafts-Zeitung* ». Comme tous ses compatriotes, M. Kerschensteiner réclame pour l'Allemagne la domination du monde. Mais il voit que la situation militaire et politique s'aggrave, qu'un abîme se forme entre l'idéal rêvé et la réalité environnante et il tâche de trouver un expédient pour assurer à sa patrie la victoire décisive et les gages d'un développement futur.

J'insiste surtout sur cette idée de développement: M. Kerschensteiner propose de combiner étroitement la politique extérieure avec la poli-

tique intérieure et de subordonner celle-ci à celle-là.

Le but principal de la politique allemande doit consister dans la dissolution définitive de l'Entente ennemie. Elle menace par trop l'empire allemand pour qu'on puisse tolérer son existence dans l'avenir. Vu le développement rapide de la Russie, le renouveau de la France, la militarisation de l'Angleterre, qui peut nous garantir, s'écrie l'auteur allemand, que nous saurons résister à l'agression nouvelle de ces Etats. Le seul moyen de dissoudre cette coalition dangereuse est d'éviter toute annexion au moins dans l'Europe occidentale. Et c'est ici que ressort l'idée directrice de la nouvelle politique allemande. Elle peut être résumée de la façon suivante:

Il nous est impossible d'obtenir une victoire quelconque sur le front de l'ouest. Notre tendance d'expansion dans cette direction s'est heurtée à un obstacle insurmontable. Tâchons d'obtenir la victoire tout au moins politique ou diplomatique à l'est, ce qui n'est pas encore exclu. Le seul terrain d'expansion qui nous reste se trouve à l'est. Concentrons donc toutes nos forces contre la Russie, réconcilions-nous avec nos voisins occidentaux, et la puissance de l'Allemagne sera parfaitement sauvée. Il nous faut pour cela que le Royaume de Pologne reste séparé des autres parties de la Pologne et qu'une partie de la Lithuanie et de la Courlande soit annexée à l'Allemagne. Ces provinces vont constituer un pays de colonisation agricole et nous serviront ainsi à forger une Allemagne plus forte et plus puissante qu'auparavant. Tel est le but que M. Kerschensteiner propose à l'Allemagne, — tel est le moyen de se tirer d'affaire, si l'on veut obtenir un résultat positif et pousser en avant la réalisation de l'idée pangermaniste.

Il est intéressant d'observer que même cette Pologne mutilée, réduite à l'impuissance par des conventions économiques et militaires, paraît entraver sensiblement l'expansion allemande vers l'est. M. Kerschensteiner cherche à persuader les Polonais qu'après avoir obtenu un Etat autonome des Centraux ils devraient renoncer aux autres territoires polonais et abandonner le rêve de l'unification. Ce qui caractérise bien la mentalité germanique c'est qu'il leur propose comme exemple les Allemands autrichiens qui sont évidemment loin de constituer une « Germania irredenta », tout en oubliant d'ajouter que ces 12 millions d'Allemands autrichiens gouvernent un Etat de plus de 50 millions d'habitants, tandis que les 4 millions de Polonais prussiens non seulement n'ont aucune possibilité de gouverner qui que ce soit, mais subissent eux-mêmes la plus cruelle domination et sont en butte à des mesures exceptionnelles visant leur dénationalisation et leur extermination complète.

Il faut encore mentionner une autre opinion analogue que l'on peut déduire de l'article de Max Harden, journaliste bien connu, publié dans le « *Zukunft* » le 27 janvier. Elle n'est pas exprimée explicitement dans le flot nébuleux des paroles. M. Harden y fait un grand éloge du président Wilson et de son message au Sénat et trace dans une vision « prophétique » la future constitution de l'Europe. Il n'est pas besoin de reproduire ici ces idées vagues au sujet des puissances occidentales. Il suffit de remarquer que, tandis qu'il se prononce pour une sorte de « statu quo » à l'ouest, il prévoit « le changement le plus sensible dans les affaires de l'Europe orientale ». M. Harden souligne surtout l'épanouissement considérable de l'Autriche qui, transformée en un Etat fédératif (Bundestaat), embrasserait les conquêtes austro-allemandes dans les Balkans, notamment tous les territoires serbes « avec de bons ports de commerce » sur la mer Adriatique. Quant à la Russie, il ne

s'exprime pas assez nettement: il range sur le même plan toutes les nationalités hétérogènes de cet empire et il réclame pour elles les droits politiques tout en mettant au premier plan les Baltes, c'est-à-dire les Allemands.

En résumé, c'est surtout sur l'est que l'Allemagne concentre de plus en plus son attention. En effet c'est dans l'Europe centrale et orientale qu'elle a obtenu ses plus grands succès militaires et c'est encore là que les réseaux de son expansion économique ont circonscrit les plus vastes horizons. Il ne serait pas téméraire d'affirmer que malgré les tendances antianglaises, qui se manifestent visiblement en ces derniers temps, un revirement s'est opéré dans les conceptions politiques allemandes. L'attaque formidable vers l'ouest ayant échoué, on reprend avec vigueur la politique consacrée par la tradition séculaire qui est celle de « *Drang nach Osten* ». Il est bon de rappeler que Hindenburg dont l'influence sur la marche des affaires politiques en Allemagne est incontestable et reconnue de tout le monde représente expressément ce point de vue. C'est bien lui qui a déclaré que la Russie est le pire ennemi de l'Allemagne. Bref, les Allemands seraient portés à considérer le succès en Europe centrale comme une issue relativement favorable de la guerre sinon comme une victoire.

Reprenons donc pour finir ces remarques les paroles de M. Belloc: « A l'ouest l'Allemagne est battue et contenue, elle ne pourra jamais se rendre maîtresse de ces territoires. Seule la réorganisation de la Pologne prouvera sa défaite. » Quelle sera cette Pologne réorganisée? M. Belloc le dit sans équivoque: « Dans l'intérêt de la paix future de l'Europe, le programme des Alliés doit comprendre la reconstitution de la Pologne dans son intégrité avec le libre accès à la mer Baltique. »

L'idée principale qui découle des opinions présentées ci-dessus est que le problème de l'Europe centrale et plus généralement orientale ne peut être résolu dans un sens favorable aux Alliés que si les territoires polonais de la Prusse, la Posnanie, la Silésie, la Prusse occidentale et orientale, en sont détachés et incorporés au Royaume de Pologne.

INQUIÉTODES ALLEMANDES

Tout, dans le Royaume de Pologne, ne semble pas marcher au gré de l'Allemagne. Aussi les relations qui doivent s'établir entre le futur Etat polonais et la Prusse ne cessent-elles d'être une cause de soucis pour les pangermanistes. L'un d'eux, le Dr Reinke, membre de la Chambre des Seigneurs de Prusse, vient de publier à ce sujet dans le *Tag* un long article qui est l'aveu de l'impossibilité où se trouve l'Allemagne de faire accepter aux Polonais le régime qu'elle avait voulu leur imposer, une preuve évidente de l'impuissance du gouvernement allemand à tirer du Royaume de Pologne les avantages qu'il escomptait. Le Dr Reinke s'efforce, à vrai dire, de tranquilliser les appréhensions allemandes, mais les arguments auxquels il a recours pour apaiser les inquiétudes de ses amis politiques ne font que davantage mettre en relief la véritable situation de la question polonaise et la faillite évidente de la fameuse « orientation allemande » sur laquelle comptaient tellement les gens de Berlin le jour où ils se décidèrent à proclamer « l'indépendance » du Royaume de Pologne.

« On entend fréquemment répéter chez nous, dit le Dr Reinke, que notre politique polonaise est un fiasco, que les Polonais ne se tournent pas vers nous, mais du côté de la Russie. D'autre

part, au Conseil d'Etat polonais, son président M. Niemcewicz, répondant au gouverneur général, a parlé de la mission historique de la Pologne qui, dit-il, doit étendre ses frontières sur les territoires libérés du joug russe, gravitant autour d'elle. » Cette déclaration est un avertissement, dit-on, que la Prusse doit à l'avenir compter sur un irrédentisme polonais. Il ne faut pourtant rien exagérer. Il n'est pas juste de parler d'un fiasco de notre politique polonaise. De semblables paroles ne peuvent que nuire au rapprochement des deux peuples. Ce qui est certain, c'est que le 30 décembre 1916, le gouverneur général a publié un avis dans lequel il s'élevait contre l'opinion répandue dans le peuple polonais que, depuis la proclamation du 5 novembre, l'administration allemande n'avait plus d'ordres à donner dans le pays. Un tel avertissement en dit long. Certes, c'est dans notre propre intérêt que nous avons délivré les Polonais. Ils n'en auraient pas moins dû nous remercier avec enthousiasme. Or, cet enthousiasme ne s'est montré que dans de rares endroits. Nous avons, en somme, récolté très peu de remerciements. Le fait est que beaucoup de grands industriels, même d'origine allemande, préféreraient rester Russes pour ne pas perdre leur marché de Russie, ils travailleraient plus aisément avec des fonctionnaires russes, sensibles aux pourboires, qu'avec une administration solidement organisée à l'allemande. La seule pensée des charges sociales qu'ils auront à supporter les remplit d'épouvante. Dans les campagnes, beaucoup de gens regrettent le bon temps de la domination russe. Pourvu qu'on ne s'occupât point de politique, on vivait très bien sous le sceptre du « Petit Père ». Les Russes n'ont jamais entretenu chez les Polonais le moindre idéal national. Nous autres, au contraire, désirons créer une Pologne florissante et forte qui, en union étroite avec nous, fasse front du côté de l'Est. Il faudra beaucoup de temps pour vaincre la résistance des Polonais à toutes les réformes que nous voulons leur imposer et qu'ils ne comprennent pas. La loi sur la constitution d'une armée polonaise se heurte à de grandes difficultés. L'administration austro-allemande avait fait appel aux volontaires. Non seulement la population a répondu : « Seul, un gouvernement polonais peut réclamer le sang polonais » mais, de plus, de nombreuses feuilles volantes circulant en secret et intitulées : « Le sang polonais pour le roi de Prusse ? » rendent les enrôlements extrêmement difficiles. Nous avons encore à parcourir un chemin pénible et plein d'épines avant d'atteindre le but fixé par la proclamation du 5 novembre dernier. Nous ferons de notre mieux. Nous sommes pleins de bienveillance pour les Polonais. Mais si, contre tout espoir, ils ne veulent entendre la voix de la raison, s'ils voulaient paralyser notre bras au lieu de le soutenir contre l'ennemi de l'Est, nous pourrions être contraints de leur rappeler qu'ils n'ont aucun droit à la faveur que les deux Empereurs leur ont librement accordée. »

Quel sinistre spécimen de l'impudence et du cynisme prussiens ! Voyez d'ici ces deux empereurs octroyant des faveurs à la Pologne, ce malheureux pays qu'ils verraient avec plaisir disparaître de la face de la terre et qu'ils n'ont doté d'un simulacre d'indépendance que dans l'espoir qu'il servira mieux leurs desseins. Cet idéal national dont parle le Dr Reinke n'a jamais eu besoin d'être réveillé. Il a toujours existé et c'est grâce à lui que se sont brisés à une résistance insurmontable tous les efforts de germanisation et de russification. Rien n'a pu étouffer dans les cœurs polonais le feu sacré de l'amour de la patrie. Ils la veulent une et indivisible et c'est là la raison pour laquelle la nation polonaise ne se prête pas au jeu de l'Allemagne, cette ennemie irréductible de l'unité nationale de la Pologne.

C'est ce sentiment profond, cette conscience de sa force et de sa grandeur qui a permis au peuple polonais de réaliser les avantages dont il

bénéficie actuellement, avantages qui ne sont nullement des faveurs consenties par l'Allemagne, mais bien des concessions dictées par la nécessité dans laquelle elle se trouvait de gagner à sa cause la nation polonaise. Or, elle n'y a pas réussi. Le Dr Reinke l'avoue franchement. Les Polonais n'ont pris que ce qui leur revenait de droit. Non contents de ce qu'ils ont pu arracher à l'Allemagne, ils réclament tout ce qui leur est dû. Ils veulent leur Patrie reconstruite et dotée d'un gouvernement national indépendant. Tant que satisfaction ne leur sera pas donnée, ils ne cesseront de lutter. M. Reinke a beau les menacer des foudres de la colère allemande, ils ne céderont pas. Depuis mille ans l'avalanche teutonne s'élançait à l'assaut de la forteresse polonaise et demain, pas plus qu'hier et aujourd'hui, les reîtres allemands ne viendront pas à bout de la vieille civilisation polonaise.

PAUL DE NIC.

NOS BRAVES

Wladislas Gembicki, volontaire polonais, vient d'être cité à l'Ordre du jour de la division (Croix de Guerre avec étoiles d'argent) :

« Ordre 119 bis de la 133^e division de marche du 22 décembre 1916. De Gembicki Wladislas, canonnier servant ; délié de toute obligation militaire. Engagé volontaire pour la durée de la Guerre dans l'Armée française. A sollicité l'honneur de partir avec les vagues d'assaut lors de l'attaque du 9 décembre 1916. Blessé à la tête a continué à suivre la progression ; ne s'est arrêté qu'épuisé par ses blessures. »

“Quo Vaditis?”

(Colloques actuels)

Un restaurant, là-bas, à la Glacière, — une gargote toute pareille à celle qui sert de fond aux anges déchus d'Anatole France. Des chevelures d'Absalon négligé ; des pommettes saillantes ; des nez crochus ; des prunelles noires et ardentes dans des faces camuses ; des yeux bruns doucement rêveurs enlâchés dans des figures basanées et mates, ou glacés et fixes troués d'une petite pupille et semblables à des groseilles jaunes ; des regards clairs, froids et transparents comme l'eau courante dans des visages blonds et pâles. Types de Slaves de bonne frappe — en majorité ; quelques Roumains, Italiens ou Espagnols, on ne sait ; beaucoup de Juifs de partout : de Russie, de Roumanie, de Pologne : quelques hommes et femmes aux traits effacés et « neutres ». Tous, sans âge bien déterminé et sans état civil bien défini : étudiants?... artistes?... artisans?... — tous portant sur le masque une commune marque de tristesse. Dans un coin, près de l'arrière-boutique, deux dîneurs : l'un, engagé volontaire, un beau soldat de France, en capote bleu-horizon éventé, lavé, poussiéreux ; l'autre, un grison, la barbe et les cheveux moitié argent, moitié or. Ils devisent, discutent — et voici, en substance, ce qu'ils disent :

« Quelles bizarres tendances à votre esprit, mon cher ! Il tranche, il rogne et il s'applique sans cesse à conclure.

— Vous croyez ? Eh bien, non ! détrompez-vous, il n'en fut pas toujours ainsi. Aussi, ce n'est pas à mon esprit qu'il faut vous en prendre, mais au temps qui exige des conclusions nettes, des aboutissements catégoriques, et n'admet guère le vain jeu de bascule. Maintenant, les nuances, les demi-teintes, les vérités à double face doivent disparaître de notre entendement, pour faire place aux affirmations et aux négations fermes. Il n'y a que oui et non, que blanc et noir, que bien ou mal qui comptent à l'heure présente, comme il n'existe, pour le moment, qu'amis ou adversaires. Voilà pourquoi je garde ce ton décisif, le seul qui cadre avec mon uniforme.

— Même à l'opposé des problèmes complexes et des questions douteuses, même en présence des obligations qui s'entre-croisent, devant les brouillamini et les enchevêtrements ? Se peut-il que vous espériez les démêler, les débrouiller, les résoudre, sans avoir recours au sang-froid, à l'objectivité tranquille ? C'est pourtant avec des doigts patients et agiles qu'on dénoue les nœuds les plus serrés, les plus difficiles à défaire.

— Il reste encore, mon ami, la manière forte, manière de les couper illico, et c'est celle-là qui actuellement s'impose comme la meilleure. — Les mots de Balzac : « Tout est bilatéral dans le domaine de la pensée : les idées sont binaires » prennent leur complète signification quand les moissons se font calmes, quand le drame de la vie est complexe et non pas implexe et laisse le loisir de vivre en soi.

— Et, dans les situations ambiguës, équivoques, tiraillé et repoussé tour à tour, comment procédez-vous, pour combattre le trouble et l'incertitude ?

— Le plus souvent, lorsque je ne puis juger ou comprendre une chose par moi-même, j'ai pour règle de suivre une personnalité grande et honnête, un des psychopompes que la vie nous donne pour illuminer notre route, et alors je rattache ma foi à ses principes et mes sympathies à son amour... Mais assez de généralités ! Je vous sens tout perplexe et tout plein de réticences. Nous sommes entre nous, politiquement, intellectuellement et sentimentalement entre frères, nous nous devons donc, les uns les autres, une franchise entière, comme nous devons à la cause commune une fidélité d'acier, dans nos désirs et dans nos rêves. L'Entente nous conduit à la Victoire, nous n'avons qu'à emboîter le pas. La France, l'Angleterre, l'Italie...

— Ah ! *hic jacet lepus*. La France, l'Angleterre, l'Italie !... tant que vous voudrez, camarade ! Mais il n'est pas qu'elles qui fassent partie de la Grande Alliance. Assurément, la question de l'intégralité de la France dans sa beauté, dans son bonheur et dans son éclat séculaire, la continuité de la vieille puissance de l'Angleterre priment les autres problèmes, puisque ces deux propositions englobent, en quelque sorte, toutes les expectatives restantes : apparemment, ceci enferme cela. Comme signe et comme mot d'ordre, ce principe suffit, ou tout au moins devrait suffire, pour peu que l'on se place au point de vue de l'humanité prise en son entier, et que l'on n'envisage que son essor total. Cependant, faut-il exclure de nos considérations d'autres nationalités, ou leurs parties fragmentaires, qui attendent de cette terrifiante épopée — que l'on vit et dont on meurt — le rétablissement de leur patrie et le sort de leur existence ? Et reste à savoir si, du train où vont les choses, le cercle des intérêts généraux se touche par une tangente avec le cercle de ces intérêts particuliers, de quelques-uns du moins.

— Certes, ils se rencontrent inévitablement. M'est avis, même, qu'il n'existe pas dans nos aspirations deux circonférences, indépendantes l'une de l'autre. Je dirai plutôt, en continuant votre image géométrique, que nous tous, autant que nous sommes, nous formons les segments d'un cercle, seul et unique ; comme les Allemands et leurs feudataires remplissent totalement l'advers, le leur. Notre but, nos droits et nos acquêts sont indivis et indivisibles, quoi que d'aucuns en pensent. Il n'est besoin que de décomposer le problème en éléments intégrants, pour le voir d'une façon évidente ; et on aura ainsi, devant soi, deux points à discuter : le premier d'un ordre universel, le second d'un ordre personnel. Dans un conflit de deux forces, de deux civilisations, de deux concepts et de deux sensibilités, de deux méthodes il n'est point permis, comme d'ailleurs il n'est point possible, de se garder impartial, impersonnel, impassible. Eh bien, en donnant la préférence, on se prononce du coup pour celui-ci ou pour celui-là de ces deux. Ensemble en lutte, et l'on embrasse la religion, on se range à la vérité soit de l'un, soit de l'autre. Or il faut prendre en bloc la religion que l'on embrasse, et à fragmenter la vérité, on court le risque d'en émietter sa masse, pour parler à l'instar de M. de la Palice. Vous êtes d'accord, je crois, que les Alliés représentent tout ce qui nous convient le mieux en fait d'idéologie, de principes, de croyances et de tendances esthétiques et éthiques, et que les Allemands personnifient tout ce qui nous est contraire. Voici une raison majeure pour nous tenir aux Alliés, sans tergiversations et sans réserve.

— Permettez ! comme nous enseigne la logique, « la conclusion ne doit pas dépasser les prémisses » ; et la votre nous arrive prématurément, un tantinet hâtive. Vous avez omis le second point de votre proposition, celui que vous appelez « d'un ordre personnel ». Il n'est pourtant pas à négliger, ce me semble, car il peut renverser toutes les considérations ultérieures. Outre le bien général, il y a le bien propre, outre l'idéal mondial existe un idéal national...

et, vous savez, la peau est plus proche que la chemise. Aussi longtemps qu'ils ne se trouvent pas en antinomie — l'alternative est on ne peut plus facile. Mais, après ?... Qui blâmera un esclave d'accepter son affranchissement de n'importe quel bon vouloir ; qui désavouera un prisonnier innocent d'aspirer à la délivrance et de la recevoir, cent fois bénie, fût-ce même de son mortel ennemi ou de l'ennemi de ceux qu'il aime ? Surtout, lorsque cet esclave et ce prisonnier est un grand peuple noble et fier, ne doit-on pas encore moins regarder à la main qui sauve ?

— Ce que vous dites n'est peut-être pas d'une moralité très rigoureuse ; toutefois, avec un peu de dialectique cela se laisse défendre. Mais vous errez dans les illusions, fort loin des probabilités, plus loin encore de la certitude. Le salut des Polonais ne peut, en aucun cas, venir de l'Allemagne. De son propre aveu et d'après notre expérience, ceci est contraire à son système politique et à ses capacités organisatrices, et tout à fait en dehors de ses possibilités intellectuelles et affectives. Elle ne sait qu'annexer et incorporer, que niveler et absorber sans trace. Les faibles, les opprimés, les spoliés, — ceux-là elle les affaiblit, les opprime et les dépouille toujours d'avantage. L'Allemagne qui fut et demeure en état de lèse-humanité, ne saura secourir personne, au nom du droit humain : la bourelle de la Belgique peut-elle être la libératrice de la Pologne ?

— Parbleu ! s'il s'agissait de sentiments, nul ne l'ignore. Qui ajoute fois aujourd'hui, qui a jamais ajouté fois aux gestes désintéressés de l'Allemagne ? Aussi, aucun de nous, certes, n'a songé à ce que les Allemands viennent à résipiscence. Que la volte-face de l'ennemi à notre égard ne soit amenée par des contingences, sous la pression des choses et par raison d'Etat, — ceci ne faisait l'ombre d'un doute, même pas pour ceux qui contraints d'accepter leur présence, semblaient admettre leur concours. Mais ces réconciliations forcées qui ont à leur base des nécessités politiques ne sont point pour cela moins solides, — n'est-ce pas ?

— N'en croyez rien, tout au moins quant au rapprochement polono-allemand. La haine historique qui nous sépare (j'allais dire qui nous lie, tant elle est constante et tenace) n'a des racines aussi profondes que parce qu'elles poussent dans des terrains psychiques absolument différents. S'il fallait nous trouver, à nous les Polonais, une opposition « axiale », c'est à l'Allemand que l'on penserait tout d'abord : notre nature authentiquement slave se trouvant sur un pôle, tandis que la sienne, germanique, repose sur l'autre. Regardez ! les Polonais, sont individualistes par excellence ; les Allemands, collectivistes nés ; les Polonais sont gens à l'esprit fluide et mobile, au cœur enthousiaste, à l'imagination prompte, délicate et vite enflammée, les Allemands ont la tête lourde, la volonté obtuse, la pensée fixe et opiniâtre. Enfin nous sommes idéalistes, foncièrement ; eux, matérialistes dans l'âme, ne font que couvrir leur réalisme épais d'une couche d'idéologie superficielle. Le cours des affaires et des compétitions, les points qu'on vise, les fins que l'on se propose varient quelquefois, c'est vrai, au gré des conjonctures ; et les annales de la politique connaissent les revirements les plus surprenants où les adversaires d'hier deviennent les amis d'à présent. Mais, lorsque à des intérêts contraires s'ajoute une antipathie fondamentale, celle qui existe entre les espèces ennemies, le rapprochement s'annonce comme plus qu'incertain et ne promet rien qui vaille. Tout ce que l'Allemagne paraît nous offrir d'amical, d'avantageux, de propice est, par avance, entaché de nullité et appelé à mourir tôt ou tard. Provenant de circonstances passagères, de tels arrangements, toujours sujets à caution, portent la marque du provisoire et de l'éphémère ; aussi ils expirent d'habitude, dès que la nécessité cesse de tenir les contractants à la gorge : évidemment c'est aux plus faibles qu'incombent, en ce cas, les frais de la casse. Nous sommes payés pour savoir ce que cachent d'artifice et de ruse les promesses et les assurances des rois prussiens, et ce qu'en vaut l'aune. Faut-il vous rappeler que la Sérénissime République de Pologne, huit ans avant le partage, reçut de Frédéric II, pour prix de la reconnaissance de son titre royal, la garantie par acte formel de son amitié souveraine en toute éventualité et en toute cause ? Frédéric, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, margrave de Brandebourg, archi-camérier du Saint-Empire romain, prince électeur, grand-duc de Silésie, etc.,

assure, en son nom et au nom de ses successeurs « qu'il ne travaille et ne travaillera constamment qu'à maintenir les Etats de la République en leur entier » (1).

— Vous parlez, par ma foi, comme si on nous présentait sur un plat d'argent des avantages, de part et d'autre. D'où prenez-vous que notre volonté dans le choix soit libre. Les Empires Centraux, après avoir apporté quelques gages préalables, tels la nationalisation de l'Université, des Ecoles, de la Municipalité, de la magistrature — sujet de nos souffrances et objet de nos luttes — se proposent de poursuivre l'œuvre commencée en nous aidant à compléter notre renaissance nationale. Ici il y a donc des faits accomplis et des engagements pour l'avenir. Par contre, la Russie nous laisse sous l'orme et nous offre tantôt le manifeste grand-ducal — voix dans le désert — qui reste deux ans sans confirmation officielle, tantôt les promesses augustes, mais tardives. Qu'y aurait-il d'étonnant si d'aucuns regardaient du côté de l'Allemagne avec moins de répugnance que tout d'abord — et même avec quelque espoir. « Lorsqu'on se noie, dit un dicton de notre pays, on s'accroche même à un rasoir... »

— Oh ! la « sagesse des nations » à l'appui... je vous en prie ! — Quand on ne fait pas de politique à vue de nez, on ne se borne point à des résultats immédiats, plus ou moins illusoire, on n'engage pas au profit d'une génération les destinées d'un peuple pour longtemps sinon pour toujours ; on ne compromet pas, surtout, le sort et la pureté d'une civilisation vieille, belle et chère par des immixtions pernicieuses. Car, en la mettant ainsi à l'ombre d'une autre, forte, altière, cristallisée et tellement « hétérodoxe », nous risquons de la fausser et de la faire dévier de sa marche. Comment entendez-vous accommoder le génie polonais, latin par excellence, avec la *Hochkultur* allemande ? En quel drôle de concubinage allez-vous les accoupler ensemble ! Ne craignez-vous pas que l'élément germain, inflexible et agressif entre tous, ne l'emporte sur l'élément slave, de beaucoup plus souple et de beaucoup plus impressionnable ?..

— Alors, vous supposez, candidement, que les Polonais ignorent ces choses, eux qui connaissent tous les dangers de l'influence étrangère, toutes les pressions et toutes les oppressions, depuis cent vingt-cinq ans que cela dure ? Si fait ! Ils ont vu ces périls-là, avec bien d'autres encore. Mais de deux maux lequel considérez-vous comme le moindre : être avec son ennemi, ou hasarder de ne pas être ? Qu'il ne puisse pas tendre sa main loyalement et sans crainte — voilà une nouvelle tragédie pour notre peuple. C'est pourquoi je me demande avec angoisse, si les partisans des « bras croisés », de la grève morale (il y en eut certains qui conseillaient cette attitude de l'inertie attentive) n'avaient pas raison de vouloir, en expectative, s'abstenir, arrêter leurs sympathies et suspendre leurs haines... Est-ce possible, tout de même, dites, quand l'Europe entière halette, saigne et combat à mort, et quand dans un camp luttent ceux qu'on déteste et dans l'autre ceux qu'on aime.

— Mille fois non ! C'eût été une renonciation à la vie vivante, un signe de décrépitude, une manière de léthargie d'âme, — ce qui mériterait de se terminer pour nous par le trépas dans les siècles des siècles. Demandez autour de vous, ici même, aux Espagnols, aux Suisses, aux autres ; demandez-leur ce qu'ils en pensent. Les gouvernements, ces espèces de monstres à plusieurs têtes et à plusieurs cœurs : expression de forces égales et contraires, peuvent être neutres, par équilibre même d'idées, de sentiments et de volontés qui réciproquement se tiraillent en avant et en arrière et, partant, restent immobiles sur place. L'homme, n'ayant qu'un cerveau et qu'un seul cœur va irrésistiblement, attiré à droite ou à gauche, va où les affections et les affinités l'appellent. Et fussions-nous des millions, sans autorité centrale et collective, force nous est de penser et de sentir individuellement : chacun pour son compte. D'ailleurs notre fait n'était pas l'inertie, mais l'action sur le chemin déjà tout tracé. Autant que nous sommes, abritons-nous derrière la France, appuyons-nous sur l'Angleterre, confions-nous à l'Italie, notre amie de toujours. Déployons notre drapeau amarante auprès du drapeau tricolore !

— Pourtant, les souvenirs sont là, durs à notre mémoire. Avec Napoléon I^{er}, avec Louis-Philippe,

(1) Extrait d'un document cité *in extenso*, par la Revue *Polonia* (N° 20 du 13 mai 1916).

avec Napoléon III nous avons été déçus dans nos espérances. Combien de mécomptes, de déceptions, de désillusions cruelles nous apporta le don de notre foi et de notre fidélité fait « joyeusement avec notre sang à l'idée du salut pour la France ».

— Faut-il vous dire que si l'on est perdu quelquefois par les autres, on se sauve surtout par soi-même. Mais cela à part, votre reproche rétrospectif n'a que l'apparence de la vérité. Les Français, que je sache, n'ont trahi aucune espérance, ni marchandé leur appui à aucune juste cause — autant qu'il se pouvait. Qu'ils ne se soient pas engagés plus avant çà et là, pour protéger et intervenir — c'est que les réalités vitales obligent tout Etat à prévoir les résultats de son action, à nombrer ses chances et à soulever les probabilités de la réussite. Faute de possibilités, *volens-nolens*, on se voit forcé de renoncer, sous peine de sombrer soi-même sans servir utilement les autres. Aucune politique ne peut ni doit s'inspirer de don quichottisme sentimental, mais une vraie et une grande politique ne saurait se passer d'idéal. Et c'est précisément ici, en France, que l'on sut concilier, le mieux et toujours, l'égoïsme national — l'instinct de conservation des peuples, avec les hauts principes d'équité, de bonté et de noblesse. Pourquoi notre belle Pologne, cette plante *semper vivens*, serait-elle moins proche au cœur libéral de la France — France victorieuse, rendue encore plus juste et sensible par sa joie maternelle de retrouver son Alsace — que ne lui sont proches la Serbie et la Belgique dont elle couvre toutes les revendications et prend à charge tous les espoirs ? Pourquoi notre libre bonheur, nécessaire à la stabilité mondiale, ne vaudrait-il pas à son sens politique, le libre bonheur de tous ceux qui, ralliés à sa cause, attendent de la guerre leur rétablissement dans le droit ou le redressement des anciens torts ? Mais (admettons l'impossible !) la bonne volonté de la France fût-elle entravée quelque peu dans son action protectrice, que les promesses de l'Allemagne me paraîtraient encore vaines et dangereuses : attrape-nigauds et miroirs à alouettes, — aussi bien celles qu'elle prodigue à la Pologne au tournant de son histoire, que celles dont elle berce, dit-on, les Juifs dans leur misère. Je ne veux pas, sur nouveaux frais, reprendre pour ceux-ci mon argumentation de tout à l'heure (1). Je n'ajouterai qu'un mot : L'Allemagne se proposerait-elle sincèrement, à l'encontre de sa doctrine et de sa nature, de les accueillir sous ses auspices, que, vaincue, elle ne sera point en mesure de réaliser ses plans généreux. Et ceci doit être péremptoire pour les chercheurs d'orientation politique, pour les hésitants et pour les retardataires. Aussi, adoptons, si ce n'est pas déjà fait, la Déclaration des principes d'une Ligue américaine, *The American Rights Committee*, de New-York, et disons avec ses adhérents qui ne consentent pas à rester neutres, que « le progrès de la civilisation et le libre développement démocratique dépendent du succès des Alliés de l'Entente » (2).

C'est de ce côté, du côté de ces clartés que luit notre aurore. C'est de là qu'apparaît la Pologne intégrale, belle de toutes ses vertus et de toutes ses souffrances, forte de tous ses droits, réunissant enfin ses fils fidèles sous ses blanches ailes étendues delmer à la mer. »

JAN TOPASS.

(1) L'Allemagne, seule des puissances signataires du traité de Berlin a abandonné la cause des Juifs, enclose dans l'article 44 dudit traité, article dû à la généreuse initiative de la France et assurant leur émancipation. Voir : *Ce que les Juifs roumains doivent à la Prusse : un marché allemand*, par Mosco Marcu, Paris 1916, à la librairie Félix Alcan. Il serait piquant de confronter avec la publication précédente la brochure de M. Jacques Brisac : *Ce que les Israélites de la Suisse doivent à la France* (Lausanne, Martinet, éditeur).

(2) Le § 6 de la Déclaration (Voir *La Vie*, n° 7, juillet 1916, l'article de M. Emmanuel de Martenne, professeur à la Sorbonne).

Cette question de la Pologne, toujours vive, toujours instante, ne saurait être oubliée, et le tocsin des insurrections n'est pas nécessaire pour la rappeler aux sentiments des hommes d'Etat et aux préoccupations de l'Empereur. Il y a là malheureusement un peuple qui ne peut ni mourir ni vivre dans les conditions qui lui sont faites : évidemment il faut aviser.

BILLAUT, ministre sans portefeuille. (Discours au Sénat le 19 mars 1864.)

RÉPUBLIQUE ROYALE DE POLOGNE

II

La Prusse Orientale (Prusse ducale, chef-lieu Königsberg). L'Ordre Teutonique, que la paix de Thorn n'avait pas tué, avait pour relever la tête profité des diverses difficultés créées à la Pologne par l'avance ottomane, qu'elle était seule à combattre. L'Europe l'ayant déçue et abandonnée laissait à la Pologne la charge de faire la police à la porte, tandis que les souverains d'Occident se disputaient la suprématie mondiale.

La Turquie, pesant de plus en plus sur la Hongrie, où régnait un Jagellon (Louis), amorçait un vaste mouvement tournant vers le sud-est avec le concours précieux des Tartares, à qui elle avait imposé son influence. Elle mettait ainsi en péril tous les pays ruthènes de la Pologne, leur coupant la communication avec la mer Noire et empêchant toute colonisation de la partie méridionale de ces contrées extra fertiles, mais vides d'habitants, ayant été dépeuplées par les Mongols. Un intérêt économique primordial s'ajoutait donc aux raisons d'ordre moral et religieux.

Depuis que la Moldavie et la Valachie étaient tombées sous la dépendance des Turcs, laissant le front méridional de la Pologne à découvert, depuis que les Tartares s'étaient mis aux services des mêmes Turcs pour ravager périodiquement la Volhynie, la Podolie et l'Ukraine, la question ottomane, qui n'avait été jusque-là que religieuse, devint pour la Pologne une question hautement nationale. Il était nécessaire ou de vaincre l'infidèle ou de le désarmer par une entente.

Or précisément, à cette date, ce que la Pologne espérait, c'était de le vaincre. Au début de son règne, François I^{er} proposait au roi de Pologne, Sigismond, une alliance contre la Turquie. Sigismond, en faisant de grandes concessions à Maximilien de Habsbourg dans les affaires de Bohême et de Hongrie, pouvait compter que l'Empire, en face du danger commun de la chrétienté, se solidariserait avec lui. Si l'avenir ne répondit pas à son attente il serait injuste de lui en faire grief. Les grandes affaires d'Occident en sont responsables. Tandis que Soliman avançait, le roi de Pologne rappelait en vain au roi de France ses projets d'hier contre l'infidèle. François I^{er} n'y pensait plus, occupé qu'il était à disputer la couronne impériale à Charles-Quint. Ce dernier, voyant les Polonais se rapprocher de la France, laissa écraser par les Turcs à Mohacz (1526) le Jagellon Louis de Hongrie. Si la Pologne dut traiter avec Soliman (1532), c'est l'Europe par son indifférence et sa mauvaise foi qui l'y avait forcé; d'autant plus que l'Ordre Teutonique ne pouvait s'empêcher (c'eût été trop demander) de profiter de l'occasion qui se présentait pour tâcher de se remettre en selle.

Deux Grands-Maitres, Frédéric de Saxe, puis Albert de Brandebourg commencèrent par refuser l'hommage. Le dernier avait renoué des intrigues au Danemark, en Moscovie et en Autriche. Par le pacte de Vienne passé avec Maximilien, le roi de Pologne, en se rapprochant de l'Autriche, arracha, grâce aux concessions qu'il lui avait faites, un appui à son ennemi et obtint sa liberté d'action pour le combattre. En 1520, la chevalerie polonaise, sous les ordres de Firlej, envahit la Prusse et l'occupa. Au cours d'une trêve, le Grand-Maitre Albert passa au luthéranisme avec la majorité de l'Ordre. L'état des Teutoniques, en se sécularisant, devint monarchie héréditaire aux mains d'Albert de Brandebourg. Sigismond accepta, à condition qu'Albert et ses successeurs reconnaissent la suzeraineté de la Pologne. En avril 1525, sur le Rynek de Cracovie, Albert de Brandebourg vint prêter solennellement ser-

ment de vassabilité aux pieds du roi de Pologne.

Après trois cents ans de luttes implacables, la Pologne avait raison de l'Ordre Teutonique, une des plus terribles machines de guerre et d'oppression que l'histoire ait connues. Après avoir mis la main, par le traité de Thorn, sur la Prusse Occidentale dite royale, elle se constituait en fief le reste du pays, celui qui s'étendait à l'est de la Vistule et que l'on appela la Prusse ducale (Prusse orientale actuelle). Sigismond eut le tort de ne pas remettre la Pologne en possession pure et simple de cette province. Les fondements de la monarchie prussienne sont posés. A la fois par imprudence et par générosité, les Jagellons prenaient sous la protection de l'aigle blanc le nid des vautours qui devaient un jour le déchirer (1). A cette imprudence, il faut l'avouer, la Pologne était bien forcée par l'Europe indifférente se désintéressant des affaires de l'est, adonnée toute entière aux rivalités de la maison de France et de la maison d'Autriche. Soliman avançait en Hongrie à la barbe du Saint-Empire et le roi de France refusait tout secours, ne voyant dans son ambition que la couronne impériale. Ce sont toutes ces fautes que l'on expie aujourd'hui. Mais ces fautes, ce n'est pas à la Pologne qu'il faut les attribuer. Elle, ne poursuivait d'autre ambition que celle de se défendre, se défendant toute seule en courant d'un ennemi à l'autre, en face d'une Europe insouciant qui l'avait abandonnée. En fait d'ennemis, elle avait dans le nord les Teutoniques et les Porte-Glaives, au sud la Turquie, à l'est les Tartares et la Moscovie, tandis que les Monarques de l'Occident, tout à leurs affaires personnelles, ne pensaient qu'à ceindre des couronnes.

La Livonie et la Courlande (Inflanty)

La Livonie et la Courlande s'unirent à la Pologne sous le règne du dernier des Jagellons, Sigismond-Auguste.

L'affaiblissement de l'esprit monastique chez les Chevaliers Teutoniques et chez les Porte-Glaives en avait à ce point diminué la force, que même l'union en un seul ordre ne put la rétablir.

En 1513, les Porte-Glaives se séparèrent à nouveau des Teutoniques, qui bientôt après cessèrent d'exister, s'étant sécularisés en adoptant la foi luthérienne (1525). A leur place, comme nous l'avons vu, s'éleva le duché de Krolevietz (Königsberg) nommé dans la suite: Prusse Ducale (pour la distinguer de la Prusse Royale, Prusse Occidentale avec Dantzic) et formant la Prusse Orientale actuelle; berceau du prussianisme, étant celui des hobereaux prussiens et par conséquent la source primitive et réelle de la puissance prussienne base du militarisme allemand.

Guillaume de Brandebourg, archevêque de Riga et chef des Porte-Glaives courlandais, ayant, à l'exemple de son frère Albert, duc de Königsberg, adopté les doctrines de Luther, se brouilla à cette occasion avec les chevaliers de Livonie. Leur grand-maitre Fürstemberg, voulant le réprimer, lui déclara la guerre et l'ayant fait prisonnier, le retint en captivité (1557). L'archevêque de Riga, cousin germain du roi de Pologne (il était née d'une princesse jagellonienne, sœur de Sigismond I^{er}), en appela à lui, invoquant son secours. Sigismond-Auguste s'empressa d'intervenir en faveur de son cousin et envoya à cet effet à Fürstemberg un ambassadeur, qui fut assassiné en route par les chevaliers livoniens. Pour venger cette insulte, le roi de Pologne marcha à la tête d'une nombreuse armée contre la Livonie dont il battit les forces à Pozvolé. Le grand-maitre épouvanté accourut au camp du roi, implorant sa clémence. Il promit de rendre la liberté à l'archevêque, le rétablissant dans tous ses droits et s'engagea à payer la somme de 60.000 ducats à titre d'indemnité pour les frais de l'expédition.

(1) HENRI GRAPPIN. *Hist. de Pologne*. p. 77.

Après avoir signé cet accord, le grand-maitre proposa au roi de Pologne un traité d'alliance offensive et défensive. La raison en était que la paix signée pour cinquante ans entre la Livonie et Moscou, — et qui n'était en somme qu'un armistice, — allait bientôt expirer. Ivan IV ayant eu vent de cette combinaison et indigné de cette mesure de précaution qu'il croyait dirigée contre lui, fondit à l'improviste sur la Livonie, avec une armée immense, y commettant toutes sortes de violences et de cruautés. Fürstemberg fait prisonnier fut envoyé à Moscou. Gothard Kettler, nommé grand-maitre à la place du captif, ne se sentant pas de force à résister à cet orage, rassembla ses moines, leur demandant ce qu'il y avait à faire. Les uns étaient d'avis qu'il fallait se soumettre aux Suédois, d'autres aux Danois. La majorité des chevaliers cependant répondit à ses propositions avec répugnance. Sachant que la foi luthérienne avait été établie dans ces pays, ils craignaient, de ce fait, l'introduction de persécutions religieuses dans le leur. Kettler ayant vu la Prusse sécularisée devenir duché par sa soumission à la Pologne, et soutenu par la majorité de ses moines, se tourna vers cette dernière. Il se rendit à Cracovie pour y entamer des pourparlers avec les Polonais. Ceux-ci ne voulurent rien entendre, ne tenant en aucune façon à renouveler l'expérience faite avec les Chevaliers Teutoniques, — expérience qu'ils avaient dû subir par égard pour leur vieux roi Sigismond I^{er} ayant une faiblesse pour son neveu Albert de Brandebourg.

N'ayant rien obtenu à Cracovie, Kettler accompagné de l'archevêque de Riga s'en fut à Vilna où se trouvait le roi; il y avait convoqué les Etats généraux de Pologne et de Lithuanie qu'il présidait lui-même (1559).

Sigismond-Auguste plaidant en faveur du grand-maitre engagea les Polonais à prendre à cœur cette affaire et à accepter les propositions de Kettler, mais en vain. Ils n'en virent point, ayant horreur de toute annexion, et ne désirant nullement se mettre sur les bras à cette occasion les Danois, les Suédois et la Moscovie. En face de ce refus, le roi seul, en sa qualité de grand-duc de Lithuanie, accepta personnellement la soumission de l'ordre des Porte-Glaives, leur fournit l'argent nécessaire à la guerre et envoya au secours de la Livonie, ses troupes lithuaniennes sous le commandement de son grand-maitre de camp Chodkiewicz.

(A suivre.)

JEAN TARNOWSKI.

Où en est la question polonaise

Le directeur politique de « La Gazette de Lausanne », M. Maurice Muret, dans le numéro du 10 février dudit journal, parlant du message transmis au Président Wilson par les Polonais réunis à Lausanne, fait les remarques suivantes :

« L'intérêt du document ci-dessus réside surtout dans le fait qu'il montre l'échec des récentes manœuvres austro-allemandes sur le terrain polonais. Quand la proclamation du 5 novembre 1916 eut annoncé la constitution d'un Etat polonais formé des terres polonaises conquises sur la Russie, on se demanda tout naturellement si la nation n'allait pas tomber dans le piège. L'agence Wolff et le Bureau de correspondance viennois annonçaient *urbiet orbi* le succès triomphal de la manigance germanique. Sur la foi de ces témoins suspects, beaucoup de personnes, même en Suisse, s'imaginèrent que la nation polonaise en totalité saluait dans la décision austro-allemande du 5 novembre la réalisation de tous ses vœux.

« Il n'y a pas lieu de nier que la proclamation austro-allemande constitue un sérieux pas en avant dans la voie de la solution internationale du problème polonais. Mais les Polonais n'en aperçoivent pas moins tous les dangers dont est entouré ce progrès. Ils restent décidés, d'une part à se méfier plus que jamais des présents intéressés du pangermanisme, d'autre part à revendiquer l'unité des terres polonaises. D'où l'adresse éloquentes des Polonais assemblés à Lausanne.

« D'après des nouvelles dignes de foi, l'attitude présente de la population polonaise dans les trois parties de la Pologne serait à peu près la suivante

« En Galicie, la note dominante est la déception. Les Galiciens sont austrophiles. Ils escomptaient la réunion de

la Galicie et du Royaume sous le sceptre des Habsbourg. Au contraire, c'est le Hohenzollern qui a fait prédominer sa volonté.

« En Posnanie, sauf une poignée de politiciens incorrigibles, la population polonaise reste inébranlable. Au Reichstag même, les députés polonais ont prononcé des discours énergiquement hostiles à la solution pangermanique. M. Seyda à l'Assemblée d'Empire, M. Korfanty à la Diète, ont dressé une fois de plus le bilan des persécutions prussiennes et déclaré la Pologne « une et indivisible ».

« Dans le Royaume, l'opinion est divisée. Les uns sont résolument hostiles au cadeau austro-allemand ; d'autres inclinent pour qu'on mette à l'épreuve la prétendue bonne volonté des dynasties germaniques ; d'autres encore penchent pour l'expectative.

de tous les décrets et lois limitant l'activité de l'Eglise catholique et des communautés religieuses sur les territoires polonais ; l'abrogation de tous les décrets et lois entravant le développement économique et intellectuel des Polonais ; l'égalité complète devant la loi, des Polonais avec les Allemands, des catholiques avec les protestants dans le domaine administratif, économique, scolaire, religieux.

— Commission russe pour « l'Organisation politique de la Pologne libre ».

L'Agence polonaise centrale de Lausanne a prié télégraphiquement M. le comte Sigismond Wielopolski, membre connu du Conseil de l'Empire russe, de vouloir bien lui transmettre quelques renseignements sur la commission instituée par l'empereur pour « l'élaboration des bases de la future organisation politique de la Pologne libre et de ses rapports avec la Russie ». M. le comte Wielopolski répond que la formation de la dite commission est la conséquence des énonciations concernant la Pologne, contenues dans l'ordre du jour aux armées de l'empereur, du 25 décembre 1916. La commission ne compte pas de Polonais, mais ceux-ci seront appelés à donner leur opinion sur les projets élaborés.

— Manifeste du commandant de Lwow (Lemberg).

La première année de la guerre, alors que les Russes occupaient Lwow, M. Rutowski y remplissait les fonctions de président de la ville. Il s'en acquitta avec une dignité patriotique telle, qu'il s'acquittait non seulement l'affection de toute la population de la cité, mais encore l'estime de toute la Pologne. Lorsque les Russes évacuèrent la capitale de la Galicie, le président Rutowski fut emmené en Russie. Après des négociations diverses et prolongées, on est parvenu à obtenir que M. Rutowski revint à Lwow. Il s'y trouve en ce moment. A titre de souhait de bienvenue, le général-major Riml, commandant de la ville, a adressé à la population le manifeste suivant :

« Comme tous les gens bien pensants à Lwow, moi aussi, avec une joie sincère, je souhaite la bienvenue à M. le président Rutowski. Les services que M. Rutowski a rendus à la ville dans les moments les plus critiques sont universellement connus et lui assurent à jamais une place d'honneur dans l'histoire de la cité capitale de Lwow. Je salue son retour avec un grand espoir.

« Je compte que, fort de la confiance illimitée de toute la population, il vaudra bien consacrer de nouveau son énergie et sa riche expérience à sa ville natale. Je compte — et je suis même convaincu — qu'il ne manquera pas d'informer le public de ce qu'il a vu et éprouvé en Russie, et surtout de faire comprendre à ses compatriotes qu'ils n'ont rien à attendre de la Russie. Marcher avec la Russie signifie périr pour la nation polonaise.

« M. Rutowski peut enseigner à la nation, et il le fera. Les aveugles eux-mêmes verront que non seulement pour tous ceux qui ont le bonheur de vivre sous le sceptre couvert de gloire des Habsbourg, mais encore pour la futur Royaume de Pologne, il n'y a et ne saurait y avoir d'autre devise que : tendre toute ses forces, lutter et vaincre. Nous devons vaincre et nous vaincrons !

RIML,
Général-major. »

— Reconstruction de Kalisz bombardé.

Comme on le sait, au commencement de la guerre, le major prussien von Preusker, accusant la population de Kalisz, ville ouverte sur la frontière du Royaume de Pologne, d'avoir tiré sur les troupes allemandes, en fit bombarder le quartier principal. Nous lisons aujourd'hui dans le « Naprzod » (En avant) de Cracovie, que le gouvernement allemand vient d'assigner une somme de 12 millions de marks pour la reconstruction de Kalisz. Cette somme doit être mise à la disposition du Conseil d'Etat provisoire.

— Remise en activité de l'industrie du Royaume de Pologne.

Pendant l'évacuation de Varsovie et en général de la partie orientale du Royaume de Pologne par les armées et les autorités russes, sur les ordres de ces dernières, les usines du pays furent en grand nombre transportées en Russie, ou bien on en démonta les machines. La ruine de ce qui restait d'industrie en Pologne fut consommée par les Allemands, soit par la saisie des parties principales de l'outillage envoyées en Allemagne, soit par la confiscation des matières premières. Aussi le travail fut-il suspendu à peu près complètement dans les fabriques, et les ouvriers réduits à la plus affreuse misère.

Toutes les démarches effectuées jusqu'à ce jour, et souvent fort énergiques, à l'effet de déterminer les autorités d'occupation à rétablir des conditions permettant de réactiver l'industrie étaient restées sans résultat. Aussi, lorsque fut publiée la proclamation austro-allemande et que surgit la question de l'armée polonaise, dans les réunions publiques commença-t-on à demander avec insistance, avant tout, la restauration de l'industrie nationale, susceptible de devenir industrie de guerre, et seulement ensuite la formation d'une armée. Et l'on exigea la restitution des machines et des matières premières enlevées, ainsi que le retour de la main-d'œuvre provenant du Royaume de Pologne, retenue actuellement en Allemagne.

Maintenant on annonce de Varsovie que l'Office central des Associations professionnelles polonaises du Royaume vient de voter une résolution dans laquelle s'adressant au Conseil d'Etat provisoire, il constate que « tandis que l'industrie des Etats belligérants dans un travail intense prend de l'élan, brise les obstacles, et procure à la classe ouvrière des gains doublés, l'industrie polonaise est ruinée, paralysée ». Par conséquent l'Office central prie le Conseil d'Etat du Royaume de faire tous ses efforts pour aboutir à la remise en activité de l'industrie nationale, surtout au moment où l'on va procéder à la formation d'une armée polonaise, et s'occuper du relèvement du pays dévasté.

Les organisations ouvrières ne sont pas seules à réclamer la restauration de l'industrie. Les fabricants aussi de leur côté agissent énergiquement dans ce sens. Dernièrement, ils ont adressé un mémoire sur cette question aux autorités allemandes. Néanmoins celles-ci continuent à garder une attitude négative et s'opposent toujours à la réouverture des fabriques ; elles ne veulent même pas consentir à la reprise des travaux dans les ateliers d'artisans, ainsi qu'en témoigne « l'avis » suivant de M. Loehrs, préfet de police allemand de Lodz :

« Je rappelle que, conformément à mon arrêté du 31 juillet 1915 (*Deutsche Lodzer Zeitung*, 1^{er} août 1915, N° 473) les travaux dans les fabriques ne peuvent être repris que sur autorisation formelle en vertu d'une carte donnant droit de reprendre ces travaux. Les ateliers d'artisans sont sous ce rapport placés sur le même pied que les fabriques. Toute contravention sera punie. »

— Contre le partage du Royaume de Pologne en deux zones d'occupation.

Dans la zone d'occupation autrichienne du Royaume de Pologne avait été créé, auprès du gouvernement-général de Lublin, un Conseil supérieur de l'instruction publique, ayant le caractère d'organe autonome des Polonais dans les questions scolaires. On annonce maintenant que le Conseil municipal de Lublin a décidé de ne pas déléguer de représentant à ce Conseil, car ce faisant il eût semblé approuver le partage du Royaume en deux zones, même pour des questions telles que les questions scolaires. Aujourd'hui qu'existe le Département de l'instruction publique du Conseil d'Etat, avec siège à la capitale du pays, la nation polonaise — ainsi que le font ressortir les journaux polonais — ne saurait plus longtemps reconnaître le partage artificiel du Royaume en deux zones d'occupation.

— Echo du Conseil de guerre allemand.

A Siedlce (zone d'occupation allemande du Royaume de Pologne), le Conseil de guerre vient de condamner pour excitation à la résistance et pour résistance effective aux autorités : Ladislav Dziewulski, chef de village, à la peine de mort, André Dziewulski et Paul Wrobel à dix ans de prison. Le général-gouverneur de Varsovie a commué la peine de mort en celle de 12 ans de prison. Les condamnés, nous apprend le « Kreisblatt » de Siedlce, ont été transférés à la maison d'arrêt de Mokotow, près de Varsovie.

NÉCROLOGIE

Le Dimanche 18 février vient de succomber à Paris, après une longue maladie, M. Ladislav de Damaiovice ! Strzembosz, conservateur de la Bibliothèque polonaise à Paris, bibliophile, bibliographe et publiciste polonais.

Ladislav de Damaiovice Strzembosz est né à Varsovie. Etudiant en mathématiques à l'Université de Moscou, il fut emprisonné pour avoir pris part à une organisation patriotique d'étudiants polonais. Ayant obtenu dans la suite la permission de quitter l'empire il partit d'abord à Bruxelles où il passa un an à la faculté des Sciences et ensuite à Paris où il suivit les cours de la même faculté à la Sorbonne. Il y a seize ans, il entra à la Bibliothèque polonaise à Paris comme bibliothécaire. S'étant fait remarquer par son dévouement et son érudition, il en fut ensuite nommé conservateur par l'Académie polonaise des sciences de Cracovie qui gère la Bibliothèque polonaise à Paris.

Parmi les nombreux travaux exécutés par Ladislav de Strzembosz, il faut citer une étude très approfondie sur le système décimal de la classification des livres, un album consacré à l'architecture polonaise et de nombreuses recherches sur la cartographie historique et politique de la Pologne.

Homme très dévoué à son métier scientifique, collectionneur passionné, il était très estimé dans les milieux universitaires et savants de Paris. Il contribua beaucoup à la documentation

AGENCE POLONAISE CENTRALE A LAUSANNE

— Le comte Sigismond Wielopolski chez Lord Milner à Petrograd.

Le correspondant du « Times » à Petrograd, à la date du 2 février, télégraphie à ce journal entre autres l'information suivante :

« Dans la soirée, Lord Milner a reçu M. le comte Sigismond Wielopolski, un des représentants les plus marquants des Polonais, auquel naguère dans une audience à Tsarskoïé Selo il a été solennellement assuré que la Russie désire que la Pologne soit unifiée et indépendante.

« Les Polonais attendent avec inquiétude des preuves de la nouvelle politique de la Russie. Les restrictions dont ils sont frappés en Russie n'ont pas encore été abrogées jusqu'ici, et tout le personnel bureaucratique qui autrefois était chargé de l'administration des provinces de la Vistule, reste encore en fonctions. »

— Ce qu'a toujours demandé le Club Parlementaire Polonais à Berlin.

A une séance de la Commission du budget du Landtag de Prusse un conflit vient encore de se produire entre les représentants du Club polonais et le gouvernement soutenu par les partis de la majorité. Les Polonais demandaient que fut rayé du budget l'article accordant au président des provinces de l'est des fonds discrétionnaires à l'effet de protéger le germanisme dans la Pologne prussienne. Après un vif échange de répliques, la motion polonaise a été rejetée, malgré l'appui des catholiques et des socialistes.

A ce propos, la presse polonaise rappelle quelles étaient depuis longtemps, avant la guerre, les revendications essentielles du Club polonais. Elles comprennent : l'abrogation de la loi d'expropriation ; l'abrogation de la loi dite d'établissement interdisant aux Polonais de construire une demeure sur leur propre terrain ; la dissolution de la Commission de colonisation ; la suppression du fonds de subsides aux marchands et industriels allemands pour lutter contre les Polonais ; l'introduction dans les tribunaux et l'administration de la langue polonaise dans leurs rapports avec les Polonais ; l'introduction de la langue polonaise comme langue de l'enseignement dans les écoles primaires, secondaires, professionnelles, etc. ; la création à Poznan d'une université et d'une école polytechnique polonaises ; la suppression des restrictions concernant les langues dans les réunions publiques ; la liberté religieuse absolue pour les Polonais ; l'abrogation

des ouvrages consacrés à la Pologne ou concernant la cause polonaise.

Il fut pendant quelques années le correspondant du plus puissant périodique polonais le « Courrier de Varsovie », du « Czas » (le Temps) et dernièrement de la « Gazeta Polska ». Membre du Syndicat des journalistes étrangers de Paris, de la Société Bibliothécaire de France, de la Société Astronomique de France, il contribua beaucoup aux liens unissant les milieux intellectuels et scientifiques français et polonais.

C'est à lui que la revue « Polonia » doit entre autres son magnifique « Salut à Lyon » qui, un mois avant la guerre, avait renoué les anciens liens polono-lyonnais en nous apportant la précieuse amitié de M. Edouard Herriot.

Membre de notre colonie, il prenait une part très active aux différentes sociétés et institutions polonaises, il fut un des fondateurs du Comité franco-polonais, et de beaucoup d'autres institutions, etc...

Ardent patriote, il resta fidèle jusqu'à son dernier soupir à ses principes inflexibles de légitimité polonaise.

Il vient de s'éteindre dans sa quarante-deuxième année.

BULLETIN

● Concessions allemandes.

Le gouvernement allemand se voit tout de même forcé de modifier l'attitude intransigeante qu'il avait adoptée à l'égard des Polonais de Posnanie. La *Gazeta Narodowa* de Posen annonce qu'on étudie actuellement à Berlin plusieurs questions relatives à la situation des Polonais de Prusse. Il s'agirait d'abroger les lois excluant de l'école l'enseignement de la langue polonaise et d'autoriser dans les écoles primaires l'instruction religieuse en polonais.

● L'Ostmarkverein et le futur Royaume de Pologne.

La fameuse « Union allemande des Marches de l'Est » ne cache pas ses plans à l'égard du futur Royaume de Pologne. Afin d'y protéger le germanisme, elle a émis récemment le vœu qu'on accordât aux Allemands de Pologne le droit d'opter pour un des Etats allemands, sans quitter leur résidence. Elle demande, de plus, au Gouvernement de favoriser autant que possible l'immigration en Allemagne des Allemands de Pologne et l'émigration en Pologne des Polonais de Prusse. Le Royaume de Pologne devrait s'engager à accueillir ces Polonais et à leur fournir des terres qui seraient prises sur les biens nationaux que possède la Russie dans le pays. Au besoin, le gouvernement allemand conserverait en mains ces biens nationaux et l'établissement des nouveaux colons polonais se ferait par les soins des autorités prussiennes.

La *Post*, qui se fait l'écho de ces revendications hakslistes, s'étonne qu'elles n'aient pas trouvé bon accueil auprès des Polonais. Elle cite à ce sujet un article des *Polnische Blätter* (feuilles polonaises) de Berlin qui s'élève contre un tel projet. Elles le déclarent inacceptable avant tout parce que les biens nationaux en question ne sont autre chose que la propriété de patriotes polonais auxquels ces terres ont été confisquées et qui leur doivent être rendues.

Nous ajouterons de notre part ce que la censure allemande n'a pas permis de dire aux « *Polnische Blätter* ». La reconstitution du Royaume de Pologne ne doit nullement entraîner la dénationalisation du Grand-Duché de Posen. Sa population polonaise, loin d'abandonner ses terres comme le voudrait l'*Ostmarkverein*, devra au contraire jalousement les conserver, afin de pouvoir arriver un jour à forcer les colons allemands à quitter complètement le pays et à rentrer chez eux.

● Conférence de M. G. Lacour-Gayet.

Le mardi 20 février, dans la salle de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale, sous les auspices du Foyer, M. G. Lacour-Gayet, de l'Institut, a fait une conférence à la fois vibrante et documentée « Sur la Pologne ».

M. Barthou, ancien Président du Conseil, qui devait présider la réunion, s'est fait excuser. Il a tenu néanmoins à ce que M. G. Lacour-Gayet exprimât toute sa profonde sympathie pour la cause de la Pologne.

En termes clairs, M. G. Lacour-Gayet a d'abord marqué les limites de la Pologne : cette nation qui ne semble pour beaucoup qu'une expression géographique ou que d'anciens bornes à la seule région de Varsovie. La Pologne s'étend de Francfort-sur-l'Oder à Smolensk et de la Courlande aux Carpates. On ne saurait trop insister sur l'étendue considérable qu'une telle nation représente. Avec

émotion, M. Lacour-Gayet a fait ressortir toute la gravité poignante du sort des Polonais, de 22 millions de Polonais — chiffre qui suffit à inspirer le respect.

Après nous avoir fait parcourir géographiquement toute la Pologne, M. Lacour-Gayet a parlé d'un fait capital, grâce auquel la Pologne a été en contact avec la civilisation occidentale : la conversion au Christianisme de Miecislav I^{er}, — conversion qui rappelle celle contemporaine de Clovis.

En faisant revivre son histoire, M. G. Lacour-Gayet a montré que la Pologne a toujours été l'avant-garde de la civilisation latine et qu'avec Jean Sobieski elle s'était sacrifiée pour le salut de la Chrétienté et du génie occidental.

La République Royale de Pologne avait un roi électif élu à vie. Les électeurs étaient des nobles et constituaient 12 0/0 de la population. Du reste, en Pologne, l'aristocratie faisait corps avec le reste de la nation et vivait généralement dans les campagnes.

M. G. Lacour-Gayet n'a pas manqué de parler du soi-disant mal de l'ancien régime politique, « accusation trop commode lancée par les historiens allemands » et il a insisté sur le courage que la Pologne a su trouver pour faire son examen de conscience et pour remédier à ses fautes en créant la célèbre Constitution du 2 mai 1791, antérieure de trois mois à celle de la France.

Enfin, en 1795, la Pologne est rayée de la liste des nations — le crime est consommé.

« La mort de la Pologne, dit M. G. Lacour-Gayet, assura la vie à la France et la France n'a rien pu faire pour la Pologne.

« Mais on ne tue pas un pays qui a porté le flambeau de la civilisation. Comme les êtres forts, la Pologne possède la foi que rien ne peut abattre. »

Les Polonais vivent toujours et ils ont salué la guerre actuelle comme la guerre du triomphe et la Russie est venue à eux.

Mais voici les Polonaises éprises d'œuvres sociales, féministes dans le meilleur sens du mot. « Un pays sûr de vivre qui a des femmes comme les Polonaises. La Polonaise est la synthèse la plus parfaite de tout ce qu'il y a de bon dans le génie de la femme. »

« Le jour est proche où l'aigle blanc reprendra son vol en plein ciel. »

Malgré la pluie, la salle était au comble et M. G. Lacour-Gayet a obtenu le succès qui lui était dû.

M^{lle} Halka Ducraïne, prix de tragédie du Conservatoire, et M^{lle} Hélène de Jareska assurèrent leur gracieux concours à cette manifestation en tout point excellente.

● Conférence sur la Pologne à Toulouse.

Samedi soir, 10 février, dans l'amphithéâtre de l'ancienne Faculté des lettres de Toulouse, M. Georges Bienaimé a donné une belle et instructive conférence sur la question polonaise.

Cette conférence, organisée par notre compatriote, M. le Professeur Kozłowski, a été présidée par M. Rieux, maire de Toulouse.

« La question de Pologne, a affirmé M. Rieux, passionne les cœurs français. La justice de la cause polonaise, le magnifique courage des Polonais, les souffrances patriotiques de la nation polonaise, supportées avec une sorte d'exaltation mystique, toute cette douloureuse histoire d'un peuple martyr, ont gagné le cœur de la France à la cause polonaise.

« Mais en dehors de ces liens si puissants de la sentimentalité, en dehors même de cette profonde amitié franco-polonaise, créée par les souvenirs d'une longue fraternité d'armes, le peuple français comprend l'impérieuse nécessité politique d'une reconstitution territoriale et étatique de la Pologne. Dans le concert des nations libres, la Pologne doit retrouver sa place.

« Cette terrible guerre qui nous vaut tant de deuils cruels, tant de douloureuses épreuves pour les familles, cette guerre que nous n'avons point voulue, devra nous apporter les légitimes réparations qu'exigent la justice et le maintien d'une paix durable.

« L'Alsace-Lorraine pour la France, Trente et Trieste pour l'Italie, la Bosnie pour les Serbes, le Slesvig pour les Danois et la Pologne pour les Polonais. »

M. Rieux a remercié chaleureusement M. Georges Bienaimé, qui a été très applaudi par un auditoire d'un millier de personnes, et l'a assuré que la population toulousaine était de cœur avec les patriotes polonais.

Notre vaillant ami fera prochainement de nouvelles conférences à Marseille, à Clermont-Ferrand, à Lyon, etc.

● L'Aide Morale.

A la mairie du XII^e arrondissement, dimanche dernier, l'« Aide Morale » a donné une conférence sur la Pologne. Le délégué, M. Michard, directeur d'une école municipale, avait réuni un public sympathique. L'auditoire fut très ému par la captivante parole du conférencier, M. Parmentier, et ne ménagea pas ses applaudissements aux artistes habituels de ces séances : Mlle Ducraïne, Isnard, Rémorut et Rachel de Ruy, auxquelles s'était joint le chœur des Travailleurs Polonais.

REVUE DE LA PRESSE

— Le Temps du 17 février dans son éditorial :

« L'Allemagne entend consolider à son profit la politique de partage qui a tué la Pologne comme Etat. Elle entend garder les provinces polonaises asservies à la Prusse et à l'Autriche. Elle y joint par un artifice les provinces qui, jusqu'ici, étaient sous le sceptre russe. Le royaume de Léopold de Bavière n'est qu'une annexe des terres « colonisées » par les Hohenzollern et les Habsbourg. C'est la confirmation de régime antérieur.

« Le plan de la Russie, solennellement garanti du point de vue européen par toutes les puissances de l'Entente, part au contraire des données historiques du problème pour aboutir à la solution politique. C'est la Pologne tout entière qu'il s'agit de reconstituer, et si l'on entend par là que la Prusse et l'Autriche devront rendre ce qu'elles ont pris, ce n'est pas cette rétrocession seule qui constituera le futur royaume : la Russie fait abandon spontané des tronçons du royaume qui lui étaient jusqu'ici subordonnés. D'un côté — le côté de la Russie et des Alliés — il s'agit, par conséquent, d'une opération honnête et sincère; de l'autre, d'une flibusterie.

« Ainsi se vérifie la thèse que le *Temps* a constamment soutenue, et qui, après certaines hésitations, semble réunir aujourd'hui l'unanimité de l'approbation polonaise, à savoir que la Pologne, quoi qu'on lui promît, ne pouvait attendre des puissances centrales quel'aggravation de ses maux. C'est ce qu'un Polonais clairvoyant résumait dans une formule que nous avons déjà citée : « Nos frontières de l'est avec la Russie, c'est, disait-il, une question politique. Mais nos frontières de l'ouest et du nord, avec l'accès à la mer, c'est une question d'être ou de ne pas être. »

— Nouvelle confirmation des promesses du Tzar.

Le *Figaro* du 16 février publie sous ce titre l'information suivante :

« La *Sprawa Polska*, qui vient d'arriver ici, publie la déclaration suivante faite à ce journal par le comte Sigismond Wielopolski, écuyer de l'empereur, président du comité national de la Pologne et membre du Conseil de l'empire, qui a été reçu dernièrement par Nicolas II à Tsarskoïé.

« L'ordre du jour de S. M. l'Empereur du 12 décembre est un événement d'une grande importance historique. Il proclame que la paix ne sera pas conclue avant que la guerre amène la création d'une Pologne libre formée de ses trois parties actuellement séparées. Par ce fait, la question polonaise devient un des grands problèmes de la guerre actuelle. La reconstitution de la Pologne est une des conditions que, suivant son exemple, les Alliés envisagent comme nécessaire pour conclure la paix.

« J'ai été chargé par le comité national de communiquer à l'Empereur nos remerciements pour cette nouvelle si heureuse pour la nation polonaise. Ma tâche ne devait cependant pas se borner à exprimer seulement nos sentiments de reconnaissance et de bonheur, mais je sentais qu'il était de mon devoir de demander comment nous sommes autorisés à comprendre les paroles de l'ordre du jour de Sa Majesté. J'estimais nécessaire d'écarter tous les doutes à cet égard, en raison de la position si difficile dans laquelle se trouve actuellement mon pays.

« Je suis autorisé à déclarer que la Pologne doit être unifiée. La Pologne doit être libre, ce qui doit signifier qu'elle obtiendra sa propre Constitution d'Etat avec ses Chambres législatives et son armée. La victoire de la Russie et de ses alliés nous assure la réalisation de nos plus chers désirs. Cette victoire assurera à la nation polonaise les mêmes droits que possèdent les autres nations qui travaillent pour le bien de l'humanité.

« L'issue de la guerre se trouve dans les mains de Dieu. Je crois cependant fermement qu'au moment de la paix la voix décisive appartiendra aux puissances qui luttent pour défendre les intérêts les plus sacrés de l'humanité, aux puissances qui ont inscrit sur leurs drapeaux l'appel à la liberté des nations.

« J'ai pleine confiance dans la liberté de la Pologne. C'est avec une foi inébranlable dans l'avenir que nous devons nous préparer à remplir chacun notre devoir dans une patrie unie et libre, dans des conditions nouvelles et réelles. »

ZIEMIE POLSKIE

Tydzień ubiegły żadnej poważniejszej zmian na obszarze walk, na Ziemiach polskich, nie przyniósł.

— Z Rady Stanu.

Według komunikatu, wydanego z posiedzenia Rady Stanu w Warszawie, odbytego 30 go stycznia r. b., Wydział wykonawczy Rady rozdzielił referaty w sprawach publicznych w sposób następujący:

- Referat wojny powierzono J. Piłsudskiemu;
- Referat skarbu — S. Dzierżbickiemu;
- Referat spraw politycznych — hr. Rostworowskiemu;
- Referat spraw wewnętrznych — M. Łempickiemu;
- Referat gospodarstwa społecznego — S. Janickiemu;
- Referat pracy — W. Kunowskiemu;
- Referat sprawiedliwości — S. Bukowieckiemu;
- Referat wyznań religijnych i oświecenia publicznego — J. Pomorskiemu.

— Co dają dzielnice polskie Prus państwu niemieckiemu?

W jakiej mierze dzielnice polskie Prus biorą udział w dostarczaniu środków żywności dla reszty państwa niemieckiego, widać z zestawień statystycznych, ogłoszonych przez centralny urząd zbożowy Rzeszy Niemieckiej (« Reichsgetreidestelle »). Otóż, według sprawozdania, zakupił ten urząd dla ludności cywilnej w pierwszych siedmiu miesiącach 1915 roku 1.360.000 ton zboża.

Z tego dostarczyły: prowincje wschodnie 675 000 ton, prowincje centralne 470.000 ton, prowincje zachodnie 155 000 ton.

Spotrzebowano natomiast z tych zapasów: w prowincjach wschodnich 361 000 ton, w prowincjach centralnych 340 000 ton i w prowincjach zachodnich 539.000 ton, czyli, że trzeba było 314 000 ton z prowincji wschodnich, a 130.000 ton z prowincji centralnych dostarczyć prowincjom zachodnim.

Poza tem, że zbioru ziemniaków w roku 1916 powinny być dla tych związków komunalnych, które nie mogą swego zapotrzebowania z własnej produkcji zaspokoić, stawić do dyspozycji: prowincja poznańska 43,4 mil. ctr., prowincja wschodniopruska 21 mil. ctr., prowincja zachodnio-pruska 23,6 mil. ctr., prowincja brandenburska 38 mil. ctr., Pomorze 26,2 mil. ctr. i Śląsk 26,5 mil. ctr. — Najwięcej zatem musiało dostarczyć W. Księstwo Poznańskie.

— Z kaliskiej Rady miejskiej.

Z Kalisza donoszą, Kalisz w końcu roku ubiegłego i na początku bieżącego znajdował się pod znakiem wyborów do Rady miejskiej. Walki wyborczej nie było, gdyż zawarto ogólny kompromis i przyznano żydom 7 mandatów na ogólną liczbę 24 radnych. W ostatecznym wyniku w skład Rady miejskiej weszło 16 Polaków i 8 żydów. Jeżeli chodzi o tzw. « orjentację », to Rada kaliska składa się w większości z neutralistów, wśród żydów zaś 5 jest nacjonalistów, 1 asymilator, 2 radykałów.

W dniu 25 stycznia, odbyło się inauguracyjne posiedzenie nowej Rady. Po otwarciu posiedzenia, przewodniczący Rady, adwokat, Karol Wyganowski, odczytał rodzaj deklaracji, proponując przesłać ją w formie adresu od Rady miejskiej w Kaliszu do Rady Stanu w Warszawie.

W dyskusji sprzeciwił się temu ławnik, p. Karwaciński, ze względów formalnych. Gdy jednak burmistrz, p. Prądzyński, zgodził się na wprowadzenie deklaracji na porządek dzienny, radny, adwokat, Telesfor Kożuchowski, sprzeciwił się wogóle wysłaniu adresu do Rady Stanu. P. Kożuchowski poparł nacjonalistę żydowski, Wolf Aronsohn. W głosowaniu przeciw wysłaniu adresu oświadczyło się 14 radnych, za wysłaniem tylko 8 a 2 wstrzymało się od głosowania.

Usłużna « Nowa Riforma » podała czerpniętą listę imienną tych radnych, którzy wypowiedzieli się przeciwko adresowi... A przecież, przecież krwią zlaną, zrujnowany przez Niemców Kalisz, bodaj z tytułu swego męczeństwa ma prawo i obowiązek trwać na stanowisku nieprzejednanem, nawet gdy chodzi o rzekome pruskie dobrodziejstwa.

— Program « Ostmarkenvereinu ».

« Ostmarkenverein » ogłosił w « Täglic. Rundschau » szereg punktów swowej działalności na najbliższą przyszłość. Opiewają one, jak następuje:

1) Niemcom w Polsce powinno być przyznane prawo opcji takie, aby mogli uzyskać dla siebie

prawo przynależności do związkowego państwa niemieckiego, także bez przenoszenia swej stałej siedziby do Niemiec.

2) Immigrację Niemców z Polski do Niemiec możnaby zachęcić przez udzielenie szczególniejszych gospodarczych udogodnień, zwłaszcza z dziedziny ulg, dotyczących osadnictwa.

3) Podobnie należałoby silnie popierać emigrację Polaków z Prus do Królestwa Polskiego przez przyznanie korzyści gospodarczych. Przedewszystkiem trzeba by im dać możliwość sprzedaży swych posiadłości w Prusiech za stosowną cenę państwu lub w ręce niemieckie.

Państwo polskie trzeba by zobowiązać, by emigrantów z państwa niemieckiego polskiej narodowości przyjmowało u siebie i osiedlało. Na ten cel są do dyspozycji dotychczasowe rosyjskie państwowe domeny jak niemniej opuszczone przez emigrujących Niemców obszary. W razie konieczności, Niemcy zatrzymałyby przez szereg lat w swem ręku skarbowe dobra rosyjskie, celem przeprowadzenia akcji przesiedlania pruskich Polaków na polskie państwowe terytorja.

— Wizyta arcybiskupa Kakowskiego u konsula amerykańskiego.

Ks. arcybiskup Kakowski złożył wizytę konsulowi amerykańskiemu w Warszawie, p. Hernando de Soto, celem wyrażenia podziękowania za stanowisko, zajęte w sprawie polskiej przez prezydenta Wilsona.

— Ostatni raut na cześć konsula.

W dniu 2 b. m., odbył się w Warszawie, w salo- nach szambelana Michała Karskiego, raut, w którym uczestniczyło około 100 osób, na cześć konsula amerykańskiego, p. Hernando de Soto.

Uczestniczyli w nim między innymi: arcybiskup warszawski z licznym duchowieństwem, marszałek koronny, Niemojowski z członkami Rady Stanu, wiceprezydent miasta Drzewiecki, prezes Rady miejskiej, Suligowski, prezes ks. Eustachy Sapieha, prezes Kiślanski, przedstawiciele arystokracji i ziemiaństwa, prawnicy, inteligencja warszawska.

W czasie zebrania szambelan Karski wygłosił mowę do p. de Soto, na co tenże serdecznie odpowiedział.

Nadto, w gronie gości, znajdowali się: ks. Czartoryski, radca Żychliński, hr. Szoldrski i wielu innych dostojników.

— Z konsulatu amerykańskiego w Warszawie zdjęto, w dniu 7 b. m.; flagę gwiazd- dzistą Stanów Zjednoczonych. Biura konsulatu opieczątowano.

Liczba poddanych amerykańskich w Warszawie jest nie wielka. Opiekę nad nimi objął konsulat hiszpański.

— Nowe pismo żargonowe w Warszawie.

W Warszawie zaczęło wychodzić nowe pismo żargonowe pod tytułem: « Das Judische Wort » (« Żydowskie Słowo »). W przedmowie od redakcji, pod tytułem: « Co my chcemy i jak my chcemy? » czytamy między innymi, że pismo to będzie organem żywiołów ortodoksyjnych i konserwatywnych.

— Kursy akademickie dla wyższej administracji.

Zamierzone jest powtórzenie odbywających się obecnie przy Uniwersytecie warszawskim Kursu akademickiego dla wyższej administracji, obejmującego, prowadzone w języku polskim, wykłady podstawowych przedmiotów nauki administracji (około 360 godzin wykładowych).

Powtórne wykłady Kursu rozpoczną się dnia 1 marca i odbywać się będą codziennie, w godzinach wieczornych od g. 6 do 9 w 3-ch częściach, mianowicie: od 1 marca do 28 marca, od 2 go kwietnia do 26 maja, od 30 maja do 24 lipca.

Warunki przyjęcia na kursy rzeczono są następujące:

1) Ukończenie przynajmniej 7-klasowej szkoły średniej (gimnazjum, szkoły realnej, lub innej równoważycielskiej).

2) Zajęcia praktyczne przez czas dłuższy (przynajmniej 8 lat) w naczelnej administracji gospodarczego przedsiębiorstwa (rolniczego, technicznego, przemysłowego lub handlowego), albo ukończone (po trzyletnich przynajmniej studiach uniwersyteckich), wykształcenie prawnicze, dające prawo wstąpienia do wyższej służby sądowej i administracyjnej, albo przynajmniej dwa lata studjów uniwersyteckich i conajmniej trzyletnie zajęcia praktyczne w naczelnej administracji gospodarczego przedsiębiorstwa (rolniczego, technicznego, przemysłowego lub handlowego).

3) Wiek od 25 do 40 lat.

Zgłoszenia o przyjęcie należy kierować pod adresem: Biuro Akademickiego Kursu dla wyższej administracji, Warszawa — Uniwersytet (Kwestura).

— Jan Kucharzewski w Warszawie.

Niedawno temu przybył do Warszawy p. Jan Kucharzewski. Powrót do kraju, po dłuższej nieobecności znanego historyka, działacza i pisarza politycznego, wywołał z natury rzeczy wielkie zainteresowanie. P. Kucharzewski od początku wojny bawił w Szwajcaryi, gdzie rozwijał działalność nie wiążąc się ściśle z żadnym obozem partyjnym i zachowując całkowitą swobodę działalności i sądu.

To też przyjazd jego do Warszawy, w parę dni po ukonstytuowaniu się Rady Stanu, zwrócił powszechną uwagę i nasunął cały szereg refleksji, co do dalszej działalności p. Kucharzewskiego.

Zapytany przez członka red. « Głosu Stolicy » co do celu jego przyjazdu i czasu pobytu w Warszawie, rzekł:

Przyjechałem do Warszawy zarówno dla spraw prywatno-rodzinnych, jak i w zrozumiałym celu nawiązania po 2 i półrocznej nieobecności kontaktu z krajem. Tymczasem przyjechałem na kilkanaście dni; za dwa tygodnie wyjadę z powrotem do Szwajcaryi, gdzie prowadzę serje wydawnictw p. t. « La Pologne et la guerre » oraz czasopismo « L'Aigle Blanc ». Za parę dni będę mógł dostarczyć panom egzemplarzy tych wydawnictw.

Dalsze moje zamiary nie są jeszcze ustalone; zależą one od rozejrzenia się mojego w sprawach publicznych kraju, a również od porozumienia z szeregiem osób w Warszawie. Możliwe jest, że powrócę do Szwajcaryi już tylko na krótki czas, aby zlikwidować moje tam sprawy, poczem przyjadę do Warszawy. Nie jest atoli wykluczony i pobyt mój zagranicą jeszcze przez czas dłuższy.

— Z Miechowa.

Szkolnictwo i ruch oświatowy, mimo trudnych warunków obecnych, rozwija się u nas pomyślnie. Dzięki gorliwym staraniom inspekcji powiatowej, pod kierunkiem dyrektora, p. Jasińskiego, liczba szkół w obwodzie miechowskim zwiększyła się znacznie obecnie w porównaniu z czasem przedwojennym. Szkół ludowych mamy teraz 150 z 187 nauczycielami; projektowanych z końcem roku szkolnego 165. Gimnazjum męskie realne, założone w roku szkolnym bieżącym, pod kierunkiem dyrektora Lecha, przy starannej obsadzie nauczycielskiej, ma już przeszło 200 uczniów. Od połowy stycznia roku bieżącego, otwarto oddział żeński z 40 uczenicami kl. I. i II.

Badania naukowe przedhistoryczne bogatego materiału wykopalisk z okolic Miechowa i Jaskiń Ojcowa pobliskiego, mimo wielkich przeszkód i podczas toczącej się wojny, zostały szeroko uzupełnione. P. Czarnowski, członek komisji antropologicznej Akademii Umiejętności, na podstawie tych badań, opracował sprawozdania paleontologiczne o wykopaliskach z jaskiń, wawozu Stodoliska na prawym brzegu rzeki Prądnika, o pracowni wyrobów krzemienych na Kopcowej Górze i o Grodzisku Okopy po lewym brzegu Prądnika.

— Z Suwalszczyzny.

Pisma warszawskie za « Deutsche Warschau Zeitung » przytaczają co następuje:

« Znowu ukarano wiele gmin w okręgu suwalskim kontrybucją, ponieważ zaszyły w nich ciężkie przekroczenia spokoju publicznego. I tak: jedenaście gmin ukarano za wypadki podpalenia przez niedbalstwo. W gminach tych spłonęły stodoły z tegorocznemi plonami i wina tego przypisana być musi niedbalstwu kogoś z mieszkańców gminy. — Dwie gminy ukarano kontrybucją, ponieważ spłonęły w nich stodoły ze znacznymi zapasami zboża i przyczyną pożaru było, według wszelkiego prawdopodobieństwa, podpalenie, zaś gminy nie przedsięwzięły wszystkich środków przeciw tym pożarom. — Trzy gminy w powiecie wykrowskim ukarane zostały kontrybucją do wysokości 1.800 marek za to, że wydarzyły się tam zajęcia polityczne i napadnięto i poraniono śmiertelnie pięć osób, należących do armii niemieckiej, upoważnionych do przeprowadzenia śledztwa. Kilka gmin ukarano kontrybucją do wysokości 5.000 marek, ponieważ nie zawiadomiono o ukrywaniu się w ich obrębie zbiegłych jeńców rosyjskich i w wielu wypadkach udzielano im ukrycia i opieki ».

O PRAWDĘ "POD JOFFREM"

Przed kilku miesiącami, ukazała się w Piotrogradzie, w języku polskim, praca p. Jana Żyznowskiego, byłego wolontariusza armii francuskiej p. t. « *Dla Polski pod Joffrem* », a poświęcona w szczególności dziejom i przeżyciom kompanji polskiej « Bajorczyków ».

Łatwo sobie wystawić, z jakim upragnieniem wyglądałem tej pracy towarzysza broni, p. Żyznowskiego, jak bardzo chciałem zapoznać się z treścią tych pierwszych wspomnień wolontarskich.

Owóż przedewszystkiem, choć nie jestem krytykiem literackim, pozwalam sobie stwierdzić niezmiernie miłą niespodziankę, bo i język, o który ani mi się nie śniło pomawiać kolegi Żyznowskiego... i koloryt barwny w opisowości i miejscami doskonała charakterystyka całej naszej kompanji. Ale, gdy, porwany dosadnością wspomnień, kunsztownością wycucia i kolorytu, chciałem dać wyraz memu zachwytowi szczeremu dla tak sumiennej i pod władem prawdy książki, niby zgrzyt przykry, uderzyły mnie fałszywe dźwięki!

Dźwięki te zaczynają się tam, gdzie autor dochodzi do dwu kulminacyjnych punktów: zgonu Władysława Szuyskiego i pamiętnego ataku z dnia 9 maja...

Kolega Żyznowski nie był przy śmierci Szuyskiego, nie brał bowiem udziału w pamiętnej misji gromadki ochotników i napisał opowieść o tych chwilach nie ścisłą, pełną wypomnień z ust trzecich, całkowicie nawet błędną. A mimo to pozwolił sobie na tak dziwny odsyłacz:

« Z przykrością czytałem wiersz, napisany na cześć Władysława Szuyskiego, w którym autor przytacza nazwisko jakiegoś ciemnego indywiduum, który z bezczelnością opowiadał, jakoby podczas jakiegoś ataku wziął z rąk konającego Szuyskiego sztandar nasz. Nie przypominam sobie nazwiska tego niezgrabnego w swoich pomysłach niedogodnych osobnika, który *nigdy między Bajorczykami nie był* i o którym nikt z nas nie słyszał... »

Cały ten przykry ustęp jest wysypany z palca. Między Bajorczykami byli, niestety, i mniej ciekawi ludzi, byli i tacy, którzy mówili « my », « ja », gdy ich tam nie było wcale... Ale o takim niegodnym osobniku, uwiecznionym aż w poezji nie stylizujemy tutaj a gdy może nas echo dojdzie przekonamy się, że szło tu może o takiego, który istotnie był w pamiętnej wyprawie, zakończonej zgonem Szuyskiego, podczas, jak świadczy urzędowy dokument, w wyprawie tej kolegi p. Żyznowskiego nie było...

W ataku dnia 9 maja, kolega p. Żyznowski nie brał udziału wcale... Dowodem, że razem z kolegą Sierhardem bawił podówczas w Paryżu na zasłużonym spoczynku, o czym świadczy nawet, jak sprawdziłem, notatka w « *Polonii* » z maja roku 1915...

Całkowity więc opis bitwy znów jest utworem literackim i nawet niezłe opisanym, lecz umniejszającym wartość wspomnień...

Dalej, zgoła błędna i fałszywa jest końcowa wiadomość, że nastąpiło ze strony władzy francuskiej jakoweś, zgóry idące, zezwolenie wracania do Rosji...

Było inaczej, garstka Wolontariuszów, poddanych rosyjskich, chcąc rewindykować należne im w cesarstwie rosyjskim przywileje służby wojskowej, wystosowała podanie do attaché rosyjskiej ambasady w Paryżu i, na własne życzenie, uzyskała zwolnienie ze służby francuskiej i prawo do wyjazdu, na koszt rządu rosyjskiego, do Rosji. Do tej garstki należał i kolega Żyznowski.

Dalej nie ścisła jest także informacja, że Wolontariuszów Polaków, poddanych austriackich i niemieckich, wysłano « *jako zwykłych jeńców* » do Marokka. Była to jedna więcej plotka, o czem kolega Żyznowski wiedzieć powinien...

Bajorczyków tradycja trwa po dziś dzień, po dziś dzień i ten sam Sobański i tenże Wielowiejski i ten sam Rodzyński, o których pisze kolega Żyznowski, są w szeregu i walczą i walczą wielu, wielu innych jeszcze i wytrwa do końca, do ostatka, do ostatniego technienia...

I ci Bajorczycy śpiewają po dawnemu, po staremu:

« Dobrym wszędzie dobrze będzie azłym wieczny kwas. »

Dzieje ochotników polskich armji francuskiej liczą, od czasu wyjazdu kolegi Żyznowskiego,

dziesiątki całe szewronów a historia ich nie da się ani ująć w tej chwili, ani skrócić.

Powtarzam, że cała część pierwsza wspomnień kolegi Żyznowskiego, jako przeżyta przezeń, ma wartość i literacką i historyczną a wszystko, co w opisie dochodzi do kulminacyjnego punktu, ma wartość tylko względnej sprawności literackiego powtórzenia dziejów lepiej, dokładniej znanych i opisanych.

Niech mi SzRedakcja daruje te niewymyślne sprawozdanie, lecz i wierzy, iż podyktowała je tylko chęć ujawnienia « *prawdy* » w książeczce « *Pod Joffrem* », którego kolega Żyznowski także na oczy nie widział.

BAJOŃCZYK.

NEKROLOGJA

† W Radomiu, zmarł, w dniu 10 stycznia, ś. p. Gustaw Mierzanowski, prezes straży ogniowej ochotniczej radomskiej, b. żołnierz oddziałów Langiewicz i Czachowskiego w roku 1863.

† We Lwowie, zmarł ś. p. Jan Kanty Stojowski, obywatel ziemski, członek Rady powiatowej lwowskiej.

† W Częstochowie, zmarł, Dr. Władysław Bięgański, znakomity lekarz i filozof, członek Krakowskiej Akademji Umiejętności.

† W Wiedniu, zmarł ś. p. hr. Paweł Szapary, ożeniony z Marją Ludwiką z hr. Przeździeckich. Zmarły magnat, mieszkając stale w Budapeszcie, przewodniczył miejscowemu instytutem polskim i polskim obchodom na Węgrzech.

† W szpitalu powszechnym we Lwowie, zmarł, w dniu 4 bm. lutego, Stanisław Jaworski, artysta malarz. Zmarły artysta był uzdolnionym akwarelistą, któremu ciężkie warunki bytu nie pozwoliły rozwinąć skrzydeł do lotu. Wśród ciężkiego zmagania się z losem, zmarł w 38 roku życia na gruźlicę płuc, jako jedna z wielu ofiar zapoznania i nędzy.

— Okropna zbrodnia z nędzy.

Pisma warszawskie donoszą: W dniu 18 z. m. wstrząsnęła mieszkańcami ulicy Kaliksta straszliwa zbrodnia. Ojciec zamordował z nędzy troje swoich dzieci. Zebrane na miejscu szczególne niezwykłe zbrodni tak się przedstawiają:

We wspomnianym domu, w trzecim podwórzu, w suterenie, od dłuższego czasu, zamieszkiwała rodzina Skalskich, składająca się z 39-letniego Wojciecha Skalskiego, jego żony, 35-letniej Marjanny, i pięciu małoletnich córek, z których najstarsza, 15-letnia Anna, niedawno wyjechała na wieś, 10-letnia Zofia chodziła do szkoły, a 9-letnia Mieczysława, 3-letnia Janina i 1 1/2 roczna Stanisława zawsze były w domu. Sam Skalski trudnił się uliczną sprzedażą owoców, lecz w ostatnich czasach, z braku ciepłego ubrania i obuwia, zaziębił się, zaczął płuć krwią i wreszcie położył się do łóżka. Żona jego chodziła po domach do prania i zarabiała dziennie pięć złotych i życie. — Biedna kobieta uszczuplała sobie dawane jej pożywienie i przynosiła je do domu, aby dać zgłodniałym dzieciom. Wszystko to nie uchroniło rodziny Skalskich od strasznej nędzy. Około godziny 2 po południu, kiedy 9-letnia Mieczysława Skalska wróciła ze szkoły do domu, zastała dom zamknięty. Na kolatanie w szybę, ojciec rozkazał dobijającej się córce, aby natychmiast poszła po matkę, gdyż stało się coś niezwykłego...

Oderwana od pracy kobieta zaraz wróciła do domu; oczom jej przedstawił się okropny widok: na podłodze, w kałuży krwi, leżało troje zamordowanych dzieci z roztrzaskanymi głowami, a obok nich zbrodnicze narzędzie: okrwawiona siekiera. Rozpacz matki nie miała granic... Zbiegli sąsiedzi. Zawiadomiono milicję. Zbrodniarz-ojciec, który widocznie zamierzał jeszcze zamordować żonę i starszą córkę po powrocie ze szkoły, a potem odebrać sobie życie, na widok zrozpaczonej żony zdetonował się. Usiłował odebrać sobie życie za pomocą poderżnięcia żył u nogi i powieszenia się, lecz temu wszystkiemu przeszkodziło. Skalskiego aresztowano.

Wszyscy roczni, półroczni i kwartalni prenumeratory **POLONII**, abonament których skończył się z dniem pierwszym stycznia, proszeni są o wniesienie zawczasu przedpłaty, a to celem uniknięcia przerwy w odbieraniu naszego czasopisma.

KRONIKA PARYSKA

◊ Wieczór Belgijsko-Polski na cześć Sienkiewicza i Verhaerena.

Staraniem Zarządu Towarzystwa Artystów Polskich, odbędzie się w jutro niedzielę, o godzinie 8 wieczorem bez opóźnienia, w Salle de la Société de Géographie, 184, boulevard Saint-Germain, wieczór artystyczno literacki Belgijsko-Polski, poświęcony pamięci B. Sienkiewicza i Emila Verhaerena, z udziałem WPP: Claude Ritter, Liljany Mirskiej, Georges Gote-mans i Z. L. Zaleskiego.

Dochód przeznaczony na cele Œuvre du Secours aux Artistes Français et Belges i na Towarzystwo Artystów Polskich w Paryżu.

Bilety, w cenie 10, 5, 3, 2, i 1 fr. nabywać można w Towarzystwie Artystów Polskich codziennie (prócz czwartku) od 2 de 6 po południu i w Œuvre du Secours Franco-Belge, 58, rue de la Victoire.

◊ Wiadomości żołnierskie.

Podpułkownik Cot, dowódca legji, zwierzchnik tyłu naszych Wolontariuszów, został mianowany pułkownikiem.

Dr. Marcin Ratyński, aide-major 2 klasy został mianowany aide-majorem I klasy (porucznikiem).

Dr. Jan Ignacy Chądzyński, aide-major 2 klasy armji terytorjalnej, został mianowany aide-majorem I klasy (porucznikiem).

Henryk Żyliński, uczeń szkoły wojskowej w Saint-Cyr, został mianowany aspirantem (kandydatem na stopień podporucznika).

◊ Odczyty.

Jutro, w niedzielę, dnia 25 lutego, godzinie 2 i pół po południu, w sali Colarossi, odbędzie się odczyt pani M. Grzegorzewskiej o wychowaniu artystycznym w szkole belgijskiej. Odczyt ten będzie połączony z pokazem rysunków.

◊ Uprasamy.

Cały szereg osób, które zamówiły u nas album « *Polonia-Noël* » i którym to album dostarczyliśmy, nie wróciło nam podotąd kosztów przesyłki pocztowej... A wynosi ona, co każdy odbiorca mógł z łatwością sprawdzić, po 60 cent. za egzemplarz... Przeto niniejszem przypominamy zalegającym tę małą należność, która wszakże ogółem stanowi poważną sumkę pieniędzy...

Prosimy odesłać prosto markami pocztowymi...

◊ Towarzystwo Kludji.

Towarzystwo imienia « Kludji Potockiej », jak to zapowiedzieliśmy, zawiadamia nas, iż postanowiło rozwinąć swą działalność i przejąć ubogich a w szczególności starców i kobiety z dziećmi, które, wskutek zawieszenia Komitetu Obywatelskiego, pozostały chwilowo bez pomocy materialnej.

I, na ten koniec, Towarzystwo Kludji Potockiej odwołuje się do ofiarności publicznej, upraszając o nadsyłanie darów na ręce pani Ksawerowej Gałęzowskiej, 128, boulevard Haussmann, przewodniczącej lub na ręce nowomianowanego skarbnika, p. Szawliska.

Temu zamierzeniu zżyć należy największego powodzenia. Zawieszenie Komitetu Obywatelskiego już zamieniło się dla całej gromadki biednych w klęskę. Opuszczeni znów kołaczą na wsze strony do domów prywatnych i szukają ratunku. Pomoc prywatna, nie ujęta w kontrolę publiczną, jest zawsze niedostateczną i często raczej szkodliwą. Więc dobrze, iż Towarzystwo Kludji Potockiej, po latach cichego, bardzo skromnego bytowania, postanowiło skrzydła do szerszego rozwinąć lotu.

— O listy Sienkiewicza.

Profesor Ignacy Chrzanowski ogłasza: « Ś. p. Henryk Sienkiewicz, za życia swego, niejednokrotnie wyrażał się, żeby po jego śmierci nie ogłoszono zbyt pospiesznie jego listów, pisanych do przyjaciół i znajomych, zwłaszcza listów o charakterze ściśle prywatnym, nie rzucających żadnego światła na jego twórczość. A i w « *Pamiętnikach* » (pisanych dla rodziny) znajduje się pomiędzy innymi taki ustęp:

« Trudno jest określić, gdzie kończy się ścisłość biograficzna, a zaczyna się plotkarstwo. Listów prywatnych nie wolno ogłaszać nawet po latach, po prostu dlatego, że nie były do druku przeznaczone. Krytycy i biografowie powinni być gentlemanami — a jakże często nimi nie są! »

Otóż niżej podpisany, upoważniony do tego przez najbliższą rodzinę ś. p. Henryka Sienkiewicza, uprasza, w jej imieniu, wszystkich, którzy



posiadają listy zmarłego, aby ich nie ogłaszali drukiem, bez porozumienia się z jego najbliższą rodziną ».

◊ Ze świata artystycznego.

Dowiadujemy się, że znana śpiewaczka polska, p. Liljana Mirska, została zaangażowana do Opery Komicznej w Paryżu.

◊ Premium.

Wszyscy roczni i półroczni Prenumeratorzy « Polonii », za okazaniem kwitu abonamentowego na rok 1917, mają prawo do bezpłatnego zdjęcia fotograficznego w Zakładach Artystycznych Paul Demézy, 9, avenue de la Grande-Armée (przy placu Etoile), oraz otrzymają, całkowicie bezpłatnie, wielki, artystyczny portret; bez żadnego dla się obowiązku do zamówienia większej ilości odbitek.

Premium nasze, podkreślamy to najusilniej, nie należy do rzędu znanych tego rodzaju reklam.

Zakład Artystyczny Paul Demézy należy do domów pierwszorzędných w Paryżu.

Ustępstwo, które czyni, wynika z relacji właściciela tych Zakładów z « Polonią ».

Zachęcamy gorąco wszystkich naszych rocznych i półrocznych Prenumeratorów do natychmiastowego skorzystania z tego premjum, obsłużeni będą na równi z wytworną klientelą i posiadają piękny, wielki, albumowy portret bezpłatnie, bez żadnego kosztu i, powtarzamy, bez obowiązku zamówienia większej ilości egzemplarzy.

ODPOWIEDZI REDAKCJI

Pani Zofji A. Podajemy w liście poległych jeno tych, co do których zgonu nie mamy wątpliwości. O ile świadectwa towarzyszących broni są niedostateczne, czekamy na urzędową wiadomość. Oczywiście, liczba Wolontariuszów zamiejszyła się i zmniejsza się stale, głównie jednakże wskutek zreformowania rannych ciężiej i chorych.

Panu Witoldowi F. w M. Prawidłowo mówić i pisać należy tylko « bezdomny ». Wyraz « bezdomny » jest neologizmem, zbudowanym i błędnym. Pierwiastek wyrazu « dom » litery « n » nie zawiera. Nie mówi się wszak « domnowy », jeno « domowy ». Słownik języka polskiego zna tylko wyraz « bezdomny » i objaśnia go: « domu nie mający, nieosiadły, gołota ». Użycie tego, błędnie zbudowanego, wyrazu na tytuł wybitnego utworu literackiego zasadniczego prawa gramatycznego w niczem nie zmienia.

Artyście plastykowi. Przeczytaliśmy bardzo uważnie pismo SzPana. Godzimy się z Nim całkowicie. Upadek, a raczej brak zupełny w dziełach całego zastępu artystów polskich tematów historycznych, tematów, będących echem przeżytych przez ojczyznę cierpień, jest istotnie ubolewania godnym. Lecz, co więcej jeszcze uderza i smuci, to wielki niedostatek charakteru narodowego. Można na palcach wylizywać artystów, których dzieła mówią dziś o Polsce i Polakach. Prawda, że « inter arma tacent Musae » jest połowiczna. Grotgger, pod wpływem Powstania, Mickiewicz z odgłosów Rewolucji wysnułi potężne pieśni i dzieła. Matejko z dziejów ojczystych dobył tytaniczną rzuty. Chopin z tych samych dziejów najpiękniejsze uwił melodie, grozą przejmujące dźwięki. Można śmiało rzec, iż wszystko, co twórczość polska ma w sobie z geniuszu, z nieśmiertelności, że to wszystko z ducha narodowego się narodziło, z odczucia i oddania wielkiej tragedji polskiej, jej chwały, jej bohaterstwa, jej męczeństwa. Całe i olbrzymie pola leżą dziś odłogiem, zwłaszcza, iż dużo pochyłonych wiekiem artystów, ostatnimi czasy, ubył z szeregu. Lecz temu częściowemu odrętwieniu ulegają bodaj że głównie artyści, na obczyźnie przebywający. O ile bowiem widzimy z czasopism krajowych, przeciwnie, tam pęd silny ku tematom narodowym rozbrzmiewa. Zapytuje SzPan a raczej wtrąca uwagę, czyli nie są tu przeszkodą warunki materialne, znaczne koszty akcesoriów, modeli, kostjumów, Chyba w części

tylko, chyba tam, gdzie zaczynają się wielkie kompozycje historyczne, olbrzymich rozmiarów i szerokiego zakresu dzieła. Lecz że nikt, i w tym dziale sztuki, nie może rozpoczynać od szczytu, przeto, w granicach ogólnie dostępnych, jest zadość wdzięcznej niwy... i zadość materiałów nie tylko w Bibliotece polskiej lecz i w ksiąźnicach paryskich, nie mówiąc o żywych modelach. Namawiamy SzPana gorąco do dania przykładu. Toć nawet cudzoziemiec od polskiego artysty żąda, w danym razie, aby mu nie skąpił i tematu polskiego i charakteru polskiego. Najlepszym tego dokumentem, że najpokupniejsze (przepraszamy za trywialność określenia) dzieła polskiej sztuki zagranicą są nadewszystko te dzieła, które, pod względem tematu, są wybitnie polskie. Obecny mecenas, o ile chce mieć i sztukę polską, chce ją mieć w całej swej krasie narodowej; międzynarodowa sprawność i międzynarodowa banalność nie zajmują go zazwyczaj. Od Zuolagi nikt by nie kupił przeźroczy melancholijnych finlandzkiego jeziora, bo od Zuolagi każdy ma prawo żądać gorącego słońca Hiszpanji, ponurej szarzyzny kastyljskiej, namiętnej krwi południa. Dziękujemy serdecznie za słowa przyjaźni i uznania.

Rodakowi z pod Paryża. — W spisach szlachty polskiej nie ma podanego nazwiska, nazwisko to nie należało nigdy do rodów « magnackich », są to ludzie nowobogaci. Nadzieje SzPana na rewindykowanie skofiskowanego, przed osmdziesięciu laty, majątku wydadają nam się bardzo zawodne. Jeżeli przyszła Polska ma swój byt zacząć od wypłacania milionowych krzywd, zaznanych przez jej obywateli w przeciągu stu i czterdziestu czterech lat, to, zaiste, krucho byłoby z jej finansami... Gdyby SzPan miał w rodzcie bodaj i piętnastu nie kasztelanów i wojewodów, lecz i królów polskich, to jeszcze, z tytułu swego pochodzenia, w przyszłej Polsce nie może SzPan liczyć na żadne inne przywileje, krom przywileju wolności obywatelskiej. Ale tymczasem, niech SzPan nam za złe nie weźmie, sprawdziliśmy, nie ma SzPan w rodzcie ani jednego kasztelana, ani jednego senatora... Godności zaś « Hofrata », którą piastował Jego najbliższy, społeczeństwo polskie pod uwagę nie weźmie, chyba w odwrotnem jego intencji znaczeniu. Zapewne, dużo pola do pracy stanie otworem, mnóstwo ludzi znajdzie dobry i godny kawałek chleba, odżyją całe pokolenia, ale, ale trudzić się trzeba będzie tak samo, więcej może niż dzisiaj, bo wypadnie budować gmach społeczności od piwnic aż pod sam strop.

Panu J. J. Nadesłanego nam « komunikatu » wydrukować w « całości » nie możemy, a raczej możemy go wydrukować w dziale płatnych ogłoszeń, licząc po dwa franki za wiersz. Wprowadzono Go w błąd w tej mierze. Odbieramy wiele komunikatów, drukujemy je atoli zawsze tylko w miarę warunków technicznych i redakcyjnych, skracamy, zmieniamy formę, w treści pozostawiamy to, co, w danej chwili, wydaje nam się dla Czytelników ważnem lub ciekawem. Inaczej być nie może nawet. Żadne czasopismo na świecie nie może się na to zgodzić, aby mu narzucano, zgóry przygotowaną, treść. Czasopisma francuskie mają rubryki nadesłanych z zewnątrz wiadomości, lecz tylko rubryki platne i tak ułożone, iż nie ma najmniejszej wątpliwości, że za nie redakcja odpowiedzialności nie bierze. Jeżeli czynimy niekiedy ustępstwa, to są one rzadsze niż SzPan przypuszcza. Mamy bardzo mało miejsca, coraz mniej miejsca wolnego i coraz większe koszty administracyjno-wydawnicze. Sprawa publiczna? W powołanym przypadku jest ona bardzo problematyczną. Natomiast pewnem jest, że, skoro SzPan wydaje summy na druki, na płatne zawiadomienia, na tak zwaną « publicitę » przeto nie ma SzPan prawa nawet żądać od nas bezpłatnych reklam! Jest ich już tyle! A za tem, zamieścimy notatkę kilkuwierszową, dla zantowania podanej nam informacji, i na tem koniec.

Pani Amelji. Nie pojedzie SzPani do Hiszpanji, do Włoch także SzPani nie pojedzie. Na wyjazd na Rivierę potrzeba uzyskać specjalne pozwolenie, zwłaszcza gdy idzie o Niceję i Monte-Carlo, bo są to miejscowości pograniczne. Rozumiemy to Jej poządanie słońca, lecz pośrednictwem w wyrobieniu Jej biletów bezpłatnych choćby... do Monte-Carlo służyć nie możemy. Kto ma na Monte-Carlo powinien mieć i na bilet. Instytucje polskie na Rivierze nie zajmują się sprowadzaniem do siebie Rodaków, mając i tak dość kłopotu z tymi, którzy tam, mówiąc ogólnie, ugrzęźli...

VITTEL GRANDE SOURCE

poleca się cierpiącym na:
ARTRETYZM — SKLEROZĘ
REUMATYZM — PODAGRĘ

Bronzy do oświetlenia elektrycznego
GAZOWE LAMPY — INSTALACJE
A. BOUILLON
112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE: PERLY, — DROGIE KAMIENIE
— BIŻUTERJE OKAZYJNE —
PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62
Téléph: CENTRAL, 90-10
MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

I. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE
37, rue des Martyrs — PARIS

DENTS SOINS, POSE et REPARATIONS

de SUITE, Broch. gratis et franco. 73, Rue Rivoll
Louvre Dentaire Face Samaritaine.

• FUTRA — WYROBY FUTRZANE •
REPARACJE — PRZERÓBK
S. BESTER
• 4, rue Richer, 4 — PARIS •

MARCELI BARASZ

35, RUE EUGÈNE-CARRIÈRE,
PARIS

wydawnictwo kart
pocztowych, bromo-
wych — studjów wakade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

WIELKIE ZAKŁADY OGRODNICZE

(Właściciel: Edm. DENIZOT)

polecają:

WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i oplatnie

Adres: E. DENIZOT

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawy w płótno miękkie, 32^e 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawy w płótno miękkie, 32^e 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawy w jeden tom, w skórę miękką, cieleca, 4 fr. 50 cent.

Wysyłka pocztą za dopłatą 10 0/0.
Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « Polonii ».

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS.— IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.